

UNE VISION POUR 2026

LES DEFIS DE L'EDUCATION AU VIETNAM







Introduction – L’Education contre la pauvreté. —————	7
Chapitre I – L’Education et le volet économique: l’éducation pour faire du vietnam un pays développé —————	13
Chapitre II – L’Education et le volet de la justice sociale : l’éducation, la méritocratie et la lutte contre la pauvreté —————	29
Chapitre III– Quelques recommandations pour le vietnam ———	45
Chapitre IV – Témoignages de nos étudiants —————	61
Note des éditeurs et de DucSonChild —————	69



L'EDUCATION CONTRE LA PAUVRETE

Nous avons fondé l'association DucSonChild il y a presque quinze ans, avec un objectif, celui de modestement contribuer à lutter contre l'extrême pauvreté au Vietnam. En 2011, date de la création de notre association, le Vietnam était encore un pays tout juste sorti de l'extrême misère ; il n'avait rejoint le concert international des nations et l'organisation mondiale du commerce (OMC) que trois ans auparavant en 2008, et commençait tout juste à s'ériger en nouvelle économie émergente. Pour un pays encore alors très pauvre, notre conviction première fut que l'éducation demeurerait le meilleur vecteur pour sortir durablement les individus comme le pays de la pauvreté. **Notre choix depuis plus d'une décennie fut de centrer nos actions et nos moyens sur l'éducation.**

Notre conviction, en particulier, fut que l'accès aux études secondaires et tertiaires sont et seraient, pour notre pays, la clé du développement. Nous savons depuis les travaux de l'économiste américain Théodore Schultz, dès les années 1960, que **chaque année supplémentaire passée sur les bancs**



de l'école, au lycée, en formation professionnelle ou à l'université, bénéficie à la fois à l'individu éduqué et à la société dans son ensemble. Pour Schultz, l'éducation et les années à l'école constituaient un capital dit humain, investi dans la personne, et valorisable, pour lui comme pour la société. Le souci, avec le capital humain, comme du reste avec toute forme de capital, est qu'il requiert un investissement, dont les retombées ne se mesurent qu'après plusieurs années.

De fait, pour beaucoup de ménages pauvres, les années d'éducation, pour



un enfant de quinze ans qui entre au lycée peuvent être perçues comme des manques à gagner, des pertes de revenus, et des investissements aux retombées futures plus qu'incertaines. Cette raison pousse de trop nombreux enfants de familles pauvres à préférer abandonner leurs études lorsqu'ils sont en âge d'entrer au lycée. La perspective d'un revenu immédiat l'emporte sur la considération d'investir en de longues années d'éducation. C'est évidemment regrettable : pour ces enfants, pourtant intelligents et capables, l'arrêt trop prématuré des études cantonne à des petits boulots qui les laisseront trop souvent dans une situation de précarité permanente pour le reste de leur existence.

C'est en particulier dans les zones

rurales ou péri-urbaines, du moins loin des grandes villes, que nous avons constaté les difficultés à la longue scolarisation et à l'accès à l'université. Pour les familles pauvres, dans les campagnes, les années d'école représentent un coût trop élevé à mesure que l'enfant entre dans les filières secondaires (le lycée) et tertiaires (l'université et les études supérieures). En particulier pour les études supérieures, la perspective de dépenser chaque année entre 30 et 60 millions VND / 1000 et 2000 euros (parfois beaucoup plus, en fonction des filières), c'est à dire pour ces familles plusieurs années de salaire, représente une charge financière souvent insupportable. On se retrouve pour ces millions de foyers très pauvres dans un vicieux cercle de



reproduction de la pauvreté, d'une génération à l'autre : les parents trop pauvres ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à l'université, ou doivent accepter de n'y envoyer qu'un seul un des enfants, de sorte que la génération d'après reste souvent à son tour cantonnée à des emplois très faiblement qualifiés, souvent sans contrat, sans protection sociale, et à faible rémunération. L'impossibilité financière à se doter d'un capital humain adéquat laisse toute une frange, la plus pauvre du pays, aux marges du développement économique.

Pour ces enfants, notre solution, du reste beaucoup d'ONG au Vietnam ont, avant nous, suivi une stratégie similaire, a été de dispenser un système de bourses scolaires pour que l'éducation ne soit pas

pour ces familles une charge. Pour ces enfants, en particulier lorsqu'il s'agit du tertiaire où les taux de scolarisation pour les familles pauvres sont très faibles, financer le coût d'une scolarité, **octroyer une bourse qui permet de vivre, en plus d'étudier pendant les années de formation, s'avère crucial pour permettre aux enfants des familles les plus pauvres de poursuivre leurs études.** Il faut rappeler que dans ces campagnes et contrées reculées, envoyer un enfant à l'université signifie l'éloigner, pendant toute la période de scolarité, du village natal.

Au coût des études, il faut de fait ajouter un coût de la vie, et un difficile éloignement de la famille pour ces enfants parmi les plus

pauvres du pays. Aller à l'université nécessite d'aller à la grande ville, s'y loger, se nourrir, s'y établir, en plus d'étudier. Il faut préciser, également, que même dans ces villages reculés et très pauvres, la foi en l'école demeure ; c'est par dépit, par défaut, aucunement par choix, que les enfants renoncent à se scolariser. De fait, durant nos années passées à développer notre système de bourses scolaires, nous avons constaté des taux très faibles d'arrêt des études. Les quelques cas, très minoritaires, sont le fait d'étudiants pour lesquels notre bourse scolaire, hélas, ne parvient plus à couvrir l'augmentation trop rapide des coûts de scolarité à l'université. C'est presque toujours par nécessité que les études s'interrompent.

Pour l'immense majorité de nos enfants boursiers, dont plus d'une cinquantaine aujourd'hui ont finalisé avec succès leurs études, les résultats obtenus nous ont convaincu de l'efficacité de notre action. Nos moyens sont limités, et nous sommes convaincus, près de quinze ans après notre création, que notre choix de centrer l'essentiel de nos moyens sur l'éducation dans la lutte contre l'extrême pauvreté est

payant. En effet, nos diplômés occupent aujourd'hui des emplois qualifiés, certains ont commencé à grimper les échelons des organisations dans lesquelles ils évoluent, ils sont heureux, sortis durablement de l'extrême pauvreté, ont pu aider en retour leur famille, leurs proches, contribuent à leur tour au développement du pays. Avec constance, ils reconnaissent le rôle crucial de l'octroi de bourses scolaires pour les sortir de leur milieu social d'origine. La reconnaissance qu'ils manifestent constitue une motivation supplémentaire pour la poursuite de nos actions.

Après près de quinze ans d'actions dans le milieu de l'éducation au Vietnam, nous avons eu le privilège d'observer, d'étudier, d'analyser, d'expérimenter, de tester. Nous avons vu ce qui fonctionnait, ce qui pêchait, les points de difficulté comme les domaines sur lesquels des organisations comme la nôtre peuvent et doivent aider.

Nous avons pu écouter les étudiants boursiers, leur famille, leur témoignage sont une source d'information pour tous ceux comme nous investis dans l'amélioration de la situation des plus pauvres au Vietnam. Il nous paraissait bénéfique de partager ce vécu, ces observations et cette expérience.

C'est l'objectif de ce livre blanc, que nous écrivons quinze ans après nos premières réflexions sur notre projet. Il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'éducation pour un pays encore pauvre qui aspire dans un futur proche à ne plus l'être. Le partage d'un constat commun est la première étape pour construire un plan plus global en matière d'éducation.

Nous structurons ce livre blanc en quatre chapitres.

La première donne un panorama du système éducatif vietnamien, de sa performance face aux autres pays, et des enjeux pour les prochaines années. L'éducation est un moyen de sortir le pays de la pauvreté, il faut poursuivre pour notre pays les efforts et progrès des années précédentes pour soutenir le développement économique (chapitre I).

Nous nous intéressons ensuite à un volet qui nous touche plus particulièrement, celui de **l'accès et de la justice sociale en matière d'éducation** : l'éducation doit être un outil pour permettre aux plus pauvres de se sortir des déterminismes sociaux. Nous considérons qu'il s'agit d'un champ qui se doit d'être prioritaire pour un pays comme le Vietnam (chapitre II).

Nous rassemblons nos observations dans un ensemble de suggestions et recommandations concrètes. Il s'agit de pistes de réflexion, nous pensons qu'elles peuvent permettre d'améliorer la performance globale du système éducatif et son accessibilité pour les plus démunis (chapitre III).

Nous complétons ce livre blanc par une série de témoignages : ils permettent d'illustrer de façon concrète les enjeux, les goulets d'étranglement pour les étudiants, les parents, les professeurs (chapitre IV).

CHAPITRE I

L'ÉDUCATION ET LE VOLET ÉCONOMIQUE : L'ÉDUCATION POUR FAIRE DU VIETNAM UN PAYS DÉVELOPPÉ



I - L'ÉDUCATION ET LE VOLET ÉCONOMIQUE : L'ÉDUCATION POUR FAIRE DU VIETNAM UN PAYS DÉVELOPPÉ

L'éducation comme pilier du développement économique du pays à horizon 2030

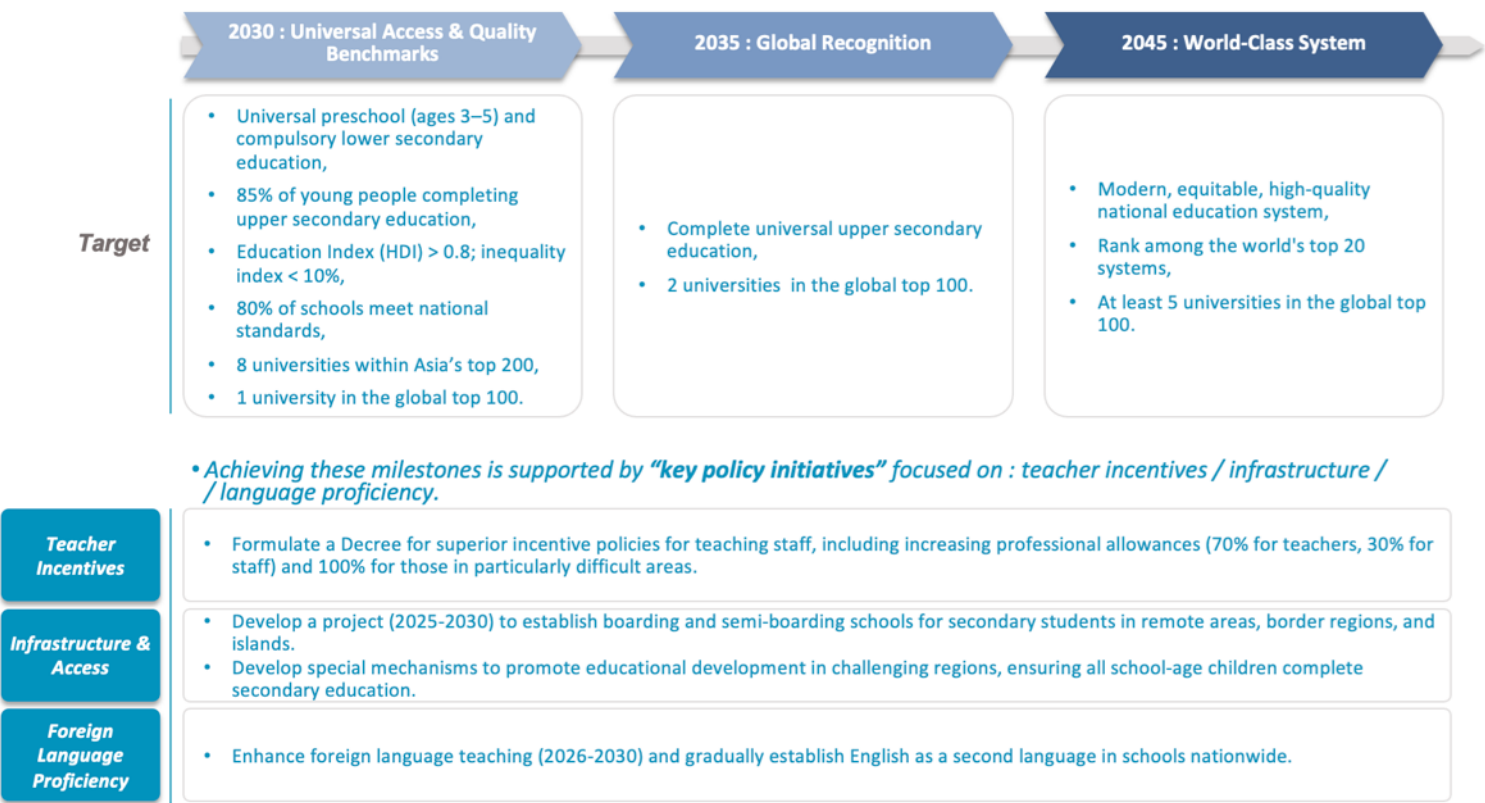
L'objectif national en termes d'économie a été réaffirmé en décembre 2024 dernier : en 2030 l'objectif est de devenir un pays à

revenu moyen, et en 2045 un pays développé, à revenu dit élevé. Dans cette optique, le développement de l'éducation est supposé jouer un rôle critique et majeur pour faire du Vietnam, à horizon 2045, un pays développé.

A cet égard, la mise à jour du dernier plan national pour l'éducation, de janvier 2025, a réaffirmé les grandes lignes de la stratégie du pays sur les prochaines années. La vision se centre sur deux grands objectifs, d'abord la généralisation et l'accès pour tous à l'éducation, au moins jusqu'au lycée

Tableau objectif du plan d'éducation de 2025

- Vietnam has set clear, ambitious targets to transform its national education system, focusing on universal access, quality improvement, and global competitiveness,
- These goals require a fundamental renewal of mindset and strong political will across all levels of government,
- Resolution No. 71-NQ/TW on breakthroughs in education and training (August 2025).



(l'objectif fixé est à 95% d'une classe d'âge qui complète le lycée, et donc passe au moins 12 ans sur les bancs de l'école) ; ensuite sur la modernisation et l'amélioration de l'éducation supérieure et du réseau d'université (l'objectif est à améliorer le classement des universités vietnamiennes, ainsi qu'augmenter le nombre d'étudiants qui seront diplômés de l'université).

Pour le gouvernement, et c'est réaffirmé dans le plan de développement de l'éducation, celle-ci est un levier essentiel dans la transition du pays vers le développement économique. La dépense en éducation, d'abord sur le primaire et le secondaire dans les premières phases de développement, puis sur le tertiaire, pour les pays à revenu moyen, sont des investissements qu'on sait depuis les travaux sur le capital humain essentiels et indispensables pour l'élévation économique des pays.

Cette velléité à ainsi augmenter l'investissement en éducation s'est traduite concrètement par l'augmentation significative du salaire des professeurs en 2024 (celui-ci n'avait pas été réindexé avant cela depuis plusieurs années), ou par la gratuité des frais de scolarité pour les enfants au

primaire, au collège et au lycée, prévu en 2025. En septembre 2025, le gouvernement a réaffirmé son ambition avec des objectifs en termes d'accessibilité, de performance, et de coûts et d'investissement en matière d'éducation.

L'économiste français Philippe Aghion avait rappelé dans ses travaux le rôle crucial de l'éducation dans le développement économique des pays **[1]**

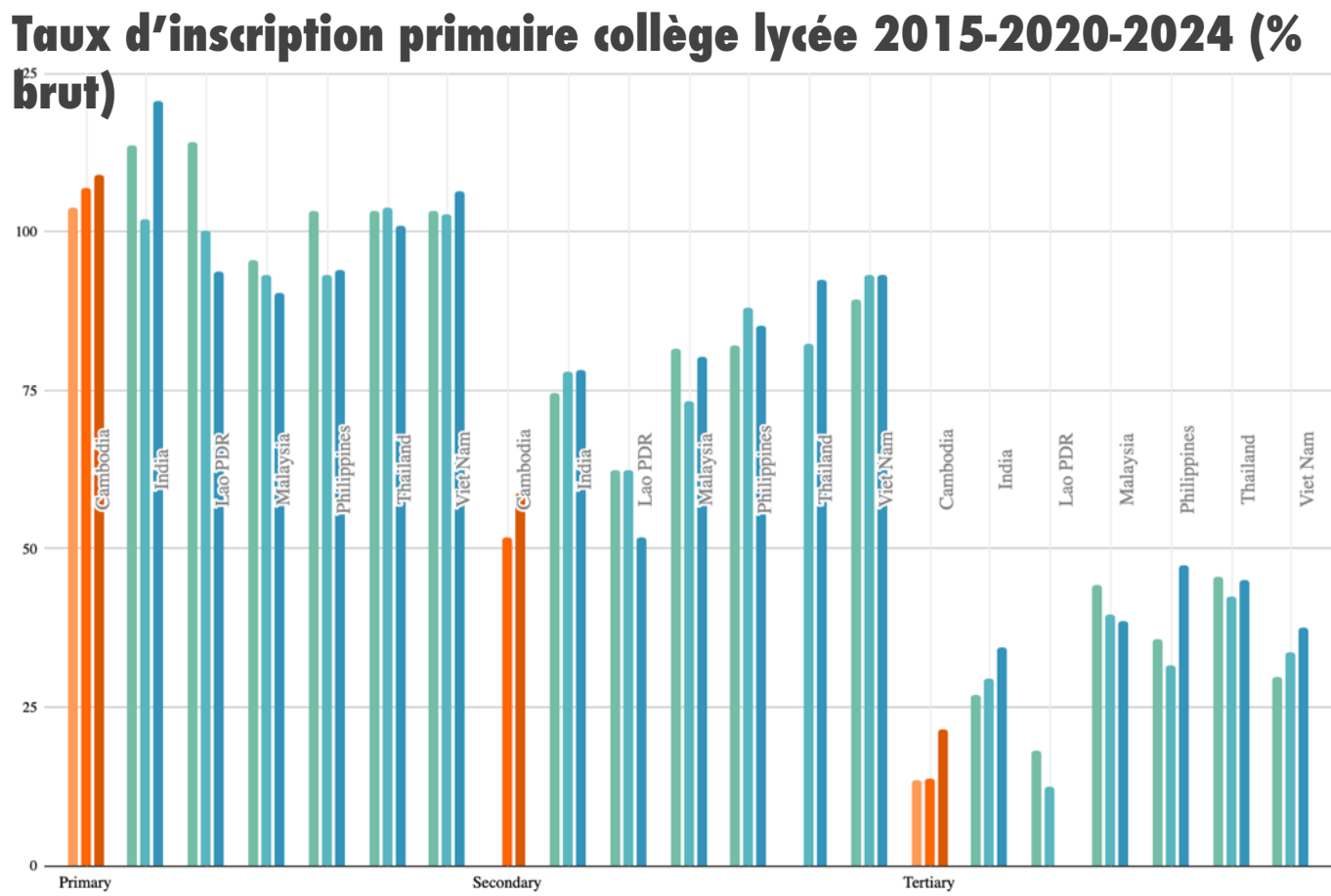
Aghion avait rappelé qu'empiriquement les pays dit émergents, en phase de rattrapage, doivent investir massivement dans l'éducation primaire et secondaire. Dans cette étape, c'est ce que démontre l'exemple des pays d'Asie de l'Est, l'éducation de masse, sur les premières années de scolarité pour l'ensemble de la population, est ce qui confère le plus grand retour sur investissement. On peut résumer et simplifier de fait l'analyse d'Aghion comme suit : à de niveau de PIB par habitant de 5000 à 10000 euros, l'investissement sur les douze premières années de scolarité (du primaire au lycée) s'avère le plus rentable, dans une phase où

l'économie est en rattrapage.

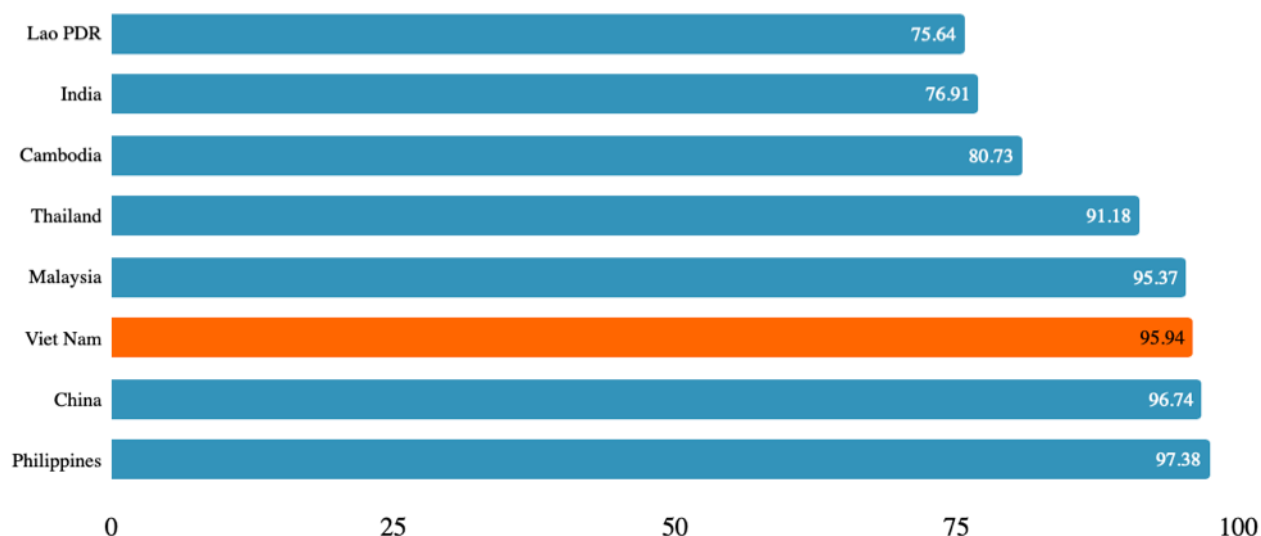
La formation de contingent de jeunes travailleurs qui disposent des rudiments et des fondamentaux de l'éducation est suffisant dans cette première phase. Une telle stratégie, qui se rapproche du chemin suivi par la Corée dans les années 1960-70, a été par exemple plus efficace que la stratégie de pays d'Amérique latine qui ont choisi, à même niveau de développement, d'investir plutôt sur l'éducation supérieure, et pour des filières élitistes et d'excellence plutôt que dans une logique d'éducation de masse. Les phases de rattrapage, dit Aghion, requièrent peu d'innovation, mais ont des besoins intenses de travailleurs formés, à

défaut d'être hautement qualifiés, qui permet une industrialisation rapide du pays. Investir sur les premières étapes de la scolarisation permet de poser les jalons pour l'éducation supérieure, tout en élevant rapidement le niveau général de productivité des travailleurs via les connaissances fondamentales.

Le Vietnam touche doucement mais sûrement à la fin de cette étape. Il a depuis longtemps atteint de hauts niveaux de scolarisation sur le primaire et le secondaire, mais, et c'est un mal vietnamien, a longtemps peine à concrétiser des résultats encourageants sur le secondaire en résultats probants sur le tertiaire et à



Taux d'alphabétisation



l'université. Sur ce volet particulier, il faut se féliciter de la résolution du politburo : elle réaffirme la priorité à court terme de mettre l'accent sur le secondaire, et sur l'éducation de masse, avant dans un second temps, à moyen terme, de se focaliser sur la performance des universités. La gratuité des frais comme l'augmentation des salaires des professeurs va dans le sens d'un renforcement pour tous de l'éducation dans les douze premières années. Celle-ci, empiriquement, permettent les gains de productivité des travailleurs les plus rapides pour des économies émergentes.

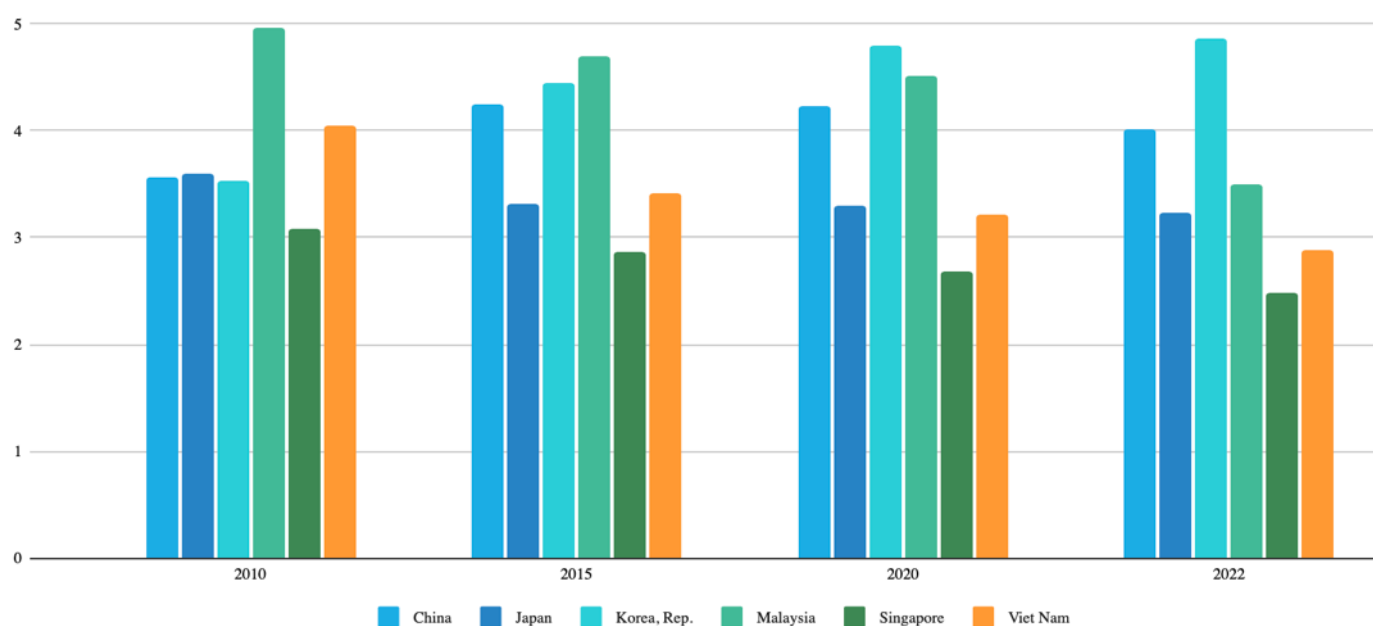
Des résultats contrastés dans le secondaire lors des dernières enquêtes internationales

Pourtant, en dépit de la bonne volonté

affichée, le constat au Vietnam est que la dépense en éducation reste encore trop faible, en comparaison avec les autres pays. A l'état d'un pays émergent, le développement économique pérenne requiert de briller dans une compétition internationale, dans le marché des exportations ou pour attirer les investissements étrangers.

En l'état, le constat est celui d'une dépense en éducation, en valeur absolue aussi bien qu'en pourcentage encore trop faible, dans l'optique d'une concurrence mondiale. L'année dernière, le Vietnam dépensait un peu moins de 3% de son PIB en éducation, soit une dépense par étudiant de l'ordre de 800 dollars américain. La France

Comparaison des dépenses en éducation entre pays



en dépense presque 20 fois plus, pour donner un ordre d'idée (15,000 dollars américain en moyenne par étudiant).

Cette dépense donne lieu à une rémunération basse des professeurs en comparaison des autres pays, tout comme à un investissement en formation pour ceux-ci relativement modeste. Dans l'optique d'une concurrence mondiale, l'une des conséquences a été le recul, surprenant et inquiétant, du Vietnam dans les classements et les scores PISA. Il est relativement étonnant, en tout cas contraire à la trajectoire habituelle des pays en développement, de voir un recul dans les scores PISA, qui mesurent normalement l'acquisition des connaissances fondamentales.

Chacun pourra trouver les explications

qu'il juge les plus pertinentes pour ce recul, étonnant pour un pays en forte croissance. Sans doute il faut y voir un mélange de sous-investissements chroniques dans le secondaire, auquel s'ajoute une relativement incapacité à moderniser et à améliorer le système et les programmes éducatifs publics.

Les plus récents résultats, qui ont été mesurés en 2022 dans une période de COVID au Vietnam, peuvent également s'expliquer par un confinement plus difficile à supporter pour le système éducatif du Vietnam que pour celui de pays plus riches. En tout cas, les résultats relativement décevants des élèves vietnamiens lors du dernier test PISA doivent rappeler que notre effort en éducation n'en est qu'au début, qu'il faut

Résultat PISA des lycéens vietnamiens 2018-2022

Category	PISA 2018		PISA 2022		Evolution
	Student performance	Ranking	Student performance	Ranking	
Mathematics	496	24	469	30	-6
Reading	505	13	462	33	-20
Science	543	4	472	34	-30

• *Definition of PISA : PISA is a global assessment conducted every three years, targeting 15-year-olds. It evaluates how well students perform in math, reading and science*

• *In 2018 Viet Nam's performance in reading, mathematics and science could not be fully ensured. For this reason, the OECD does not report comparisons of Viet Nam's performance in PISA with other countries.*

continuer à investir en priorité, et ce même sur le primaire et le secondaire où nos performances ne nous classent que dans le ventre mou des nations.

Il faudra avec attention suivre les performances des prochains classements PISA, ainsi que sur les autres classements internationaux. Les scores de 2022 peuvent être par ailleurs considérés comme décevant dans la mesure où la tradition vietnamienne fait que les élèves, naturellement, passent beaucoup de temps au travail scolaire, sur les bancs de l'école comme chez eux. Le Vietnam est historiquement de ces pays où les bénéfices de l'école n'ont pas à être expliqué aux parents et aux élèves, l'effort scolaire est profondément ancré dans des héritages culturels anciens.

L'éducation publique paraît souffrir d'efficacité en plus de sous-investissement. Le score PISA, par ailleurs, est important parce qu'il mesure les acquis de génération en âge d'entrer à l'université. A des niveaux trop bas, l'apprentissage universitaire deviendra difficile pour une partie de la classe d'âge qui s'apprête à entrer à l'université.

L'investissement en éducation tertiaire n'est efficace que lorsque les fondamentaux sont maîtrisés sur à la sortie du lycée. Il faudrait scruter l'évolution des prochains scores lors des prochains tests PISA, surtout à l'aune des récentes mesures et de la résolution d'Août 2025 pour augmenter les moyens consacrés et les financements pour l'école publique. Sans doute cependant

qu'il faudrait, en addition de ces mesures, que nous saluons, procéder à une modernisation des méthodes, en s'appuyant pourquoi pas, là où c'est nécessaire, sur les précédents des autres pays dans la modernisation des méthodes au secondaire.

Nous proposons quelques cas qui pourraient inspirer le Vietnam dans le troisième chapitre de ce livre blanc. On peut, pour conclure la réflexion sur l'éducation primaire et secondaire, mentionner les travaux des économistes experts en éducation Hanushek et Wossman [2] pour le développement économiques des pays, en partie en voie de développement, plus que le montant investi, c'est la qualité de l'investissement qui importe. Eux suggère de prendre en étalon de mesure de la performance en éducation les scores PISA ; de fait, pour eux, en s'appuyant sur les études et données empiriques, il y a corrélation entre le score PISA et le taux de croissance sur la longue durée.

Dans le cas du Vietnam, l'extrapolation de leur résultat peut s'interpréter comme suit : un gain de 30 points sur le score PISA, pour passer de 470 (score moyen au trois épreuves de mathématiques, sciences et compréhension écrite) pourrait permettre 1% de croissance supplémentaire par an, sur plusieurs décennies. Sur le long terme, les gains peuvent être très conséquents : dans

le cas du Vietnam, avec des perspectives conservatrices de croissance, un tel gain sur les scores PISA peut permettre de faire passer notre PIB par habitant de 9500 dollars par habitant par an à 11 000 dollars à horizon 2040 (soit une différence sur 15 ans de plus de 15% en valeur absolue toutes choses égales par ailleurs).

Le développement de l'université, prochain enjeu pour le Vietnam

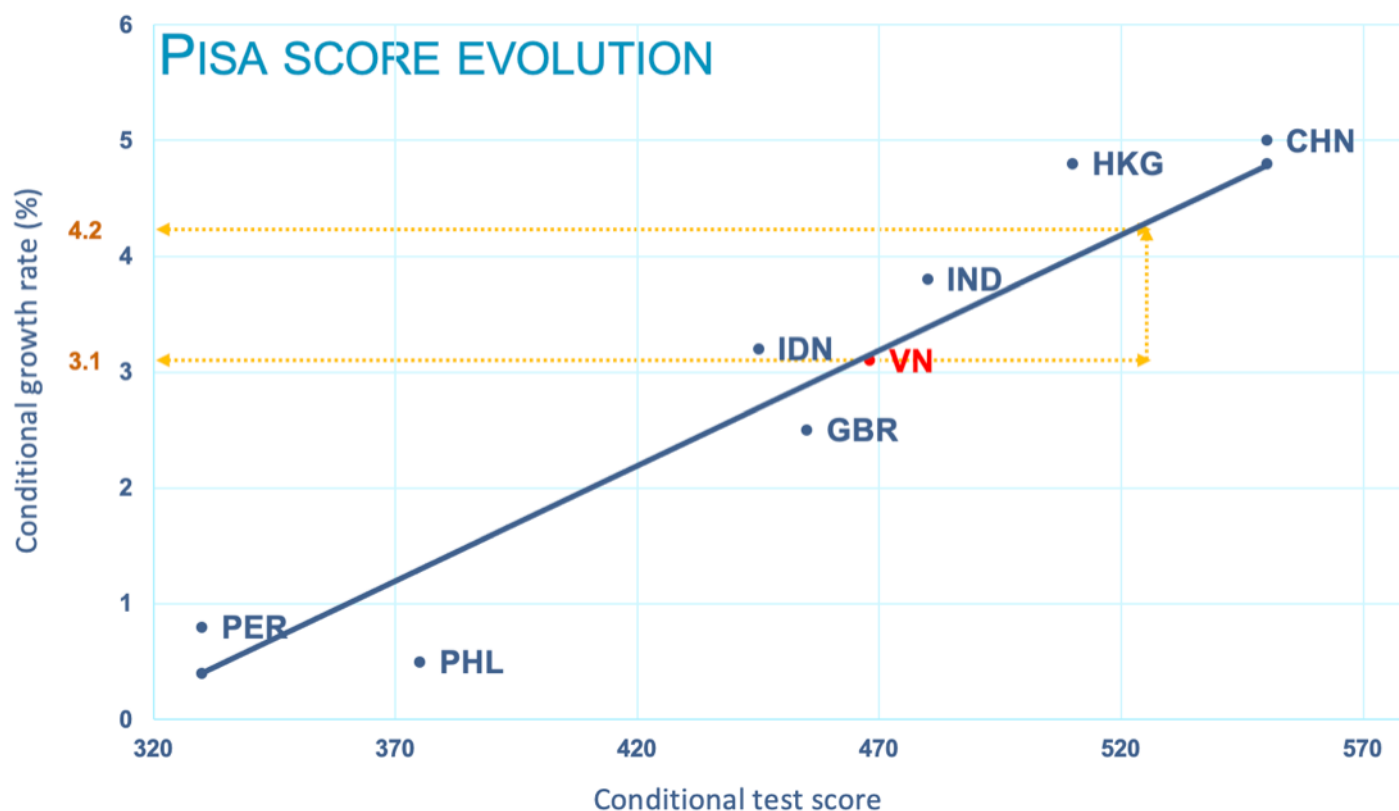
Le primaire et secondaire priment en phase de rattrapage économique, dans laquelle se trouve donc le Vietnam. Philippe Aghion nous dit qu'ensuite, à mesure que l'économie se déplace vers des activités et secteurs à plus forte valeur ajoutée, qu'elle se rapproche de la frontière technologique, la capacité à innover devient critique et prend de l'importance. Dans cette étape, c'est l'investissement dans le tertiaire qui devient important.

Le Vietnam n'est pas encore dans cette étape, il y arrive cependant très rapidement, par ailleurs la leçon des autres pays développés est qu'il faut préparer dès maintenant la transition vers une économie tirée par l'innovation. Celle-ci requiert d'investir dans le tertiaire, avec l'objectif de permettre de

CORRELATION ENTRE RESULTAT PISA vs LA CROISSANCE ECONOMIQUE (Hanushek et Wossman)

• Vietnam PISA average score 468,

• An increase of PISA average score from 468 to 525 (top 15 countries) could result in an increase of 1.1%pt in GDP growth (from 3.1% to 4.2%)



former des étudiants dont les compétences servent l'économie, d'établir des écosystèmes d'innovation, mêlant entreprises, centres de recherche, universités, qui puissent se distinguer dans la compétition internationale.

Le Vietnam n'est pas encore à cette étape, mais la faiblesse structurelle de ses universités invite dès à présent à réfléchir à une stratégie à plus long terme d'investissement et de remise à

niveau de nos universités. Le second pilier du plan à 2045 de l'éducation fait d'ailleurs de l'éducation supérieure une priorité ; à moyen terme, l'ambition est d'avoir plusieurs de nos universités parmi les cinq cents meilleures du monde (en intégrant le classement QS mondial), tout en augmentant le contingent d'étudiants (l'objectif est à un minimum de 33% d'une classe d'âge qui intègre l'université, et 45% au total en éducation supérieure – cf graphique 1 ci-

dessus sur les objectifs de la dernière résolution du politburo et ceux des taux d'admission à l'université).

Nous avons déploré plus haut le recul dans les classements PISA des élèves du secondaire. Pourtant, le constat demeure que le Vietnam reste relativement performant dans la formation des élèves au secondaire dans l'optique d'une comparaison internationale. En tout cas, en comparaison des autres pays de l'Asie du Sud Est, qui sont nos principaux concurrents pour recevoir par exemple la nouvelle vague d'investissements étrangers (qui se relocalisent par exemple hors de Chine), nos performances dans le secondaire nous classent plutôt dans le dessus du panier.

C'est sur la partie tertiaire et sur la performance des universités que le Vietnam pêche, et se trouve relégué avec constance en queue de peloton, dans le monde comme en Asie du Sud Est. Cela est d'autant plus regrettable que le concours d'entrée dans nos universités est très sélectif, qu'il requiert pour ceux qui le passent une préparation intense, du fait du faible nombre de places disponibles chaque année pour les étudiants en terminale.

Dit autrement, nos lycéens qui entrent dans les universités vietnamiennes se

trouvent plutôt dans le haut du classement (au moins en Asie du Sud Est), mais ressortent de quatre ou cinq ans dans l'éducation supérieure avec des diplômes et des compétences qui les placent dans la queue de peloton au niveau mondial. C'est regrettable : les universités vietnamiennes gâchent un avantage dans la qualité des élèves qu'elles peuvent former.

La première priorité est dans l'investissement pour moderniser nos universités, ce que vise par ailleurs le plan pour l'éducation. Le tertiaire a toujours souffert au Vietnam d'un sous-investissement chronique : un rapport de la banque mondiale de 2020 [3] sur l'état de l'université au Vietnam rappelait que le Vietnam avait, de 2005 à 2020, investi en absolu et en pourcentage de ses dépenses publiques moins dans l'université que les autres pays de l'Asie du Sud Est. L'objectif du nouveau plan est d'une dépense minimale de 3% du budget de l'état (contre moins de 1% jusqu'aux années 2020). L'amélioration du tertiaire requiert un très fort investissement, dont les rendements sont plus aléatoires que pour le secondaire.

Contrairement à l'investissement dans les premières années de scolarité, qui s'appuient sur des savoirs fondamentaux,

Classement des universités vietnamiennes dans le QS

Target 2030

- ▶ 4/8 universities within Asia's top 200
- ▶ 0/1 university in the global top 100

2025	2024	Institution Name	Subregion Rank
Rank display	Rank display prev	Institution	Rank in subregion
127	115	Duy Tan University	26
161	=187	Vietnam National University, Hanoi	40
184	=220	Viet Nam National University Ho Chi Minh City (VNU-HCM)	46
199	138	Ton Duc Thang University	51
=333	291-300	Nguyen Tat Thanh University (NTTU), HCMC	63
=348	351-400	Hue University	65
=369	301-350	University of Economics Ho Chi Minh City	66
=388	401-450	Hanoi University of Science and Technology	67
421-430	401-450	Ho Chi Minh City University of Technology and Education	=73
421-430	501-550	University of Da Nang	=73
481-490	651-700	University of Transport and Communications	=83
491-500	701-750	Van Lang University	86

- ▶ QS Ranking : annual list that ranks universities based on six indicators: academic reputation, employer reputation, student-to-faculty ratio, research citations per faculty, international faculty ratio, and international student ratio. Compiled by the British firm Quacquarelli Symonds, the rankings aim to assess universities on teaching, research, employability, and internationalization

l'éducation supérieure doit viser à former de futurs travailleurs qualifiés pour les besoins de l'économie et du secteur productif, par nature changeants et variables. Il faut se féliciter de l'augmentation du budget consacré aux universités, mais, par ailleurs, aussi s'inquiéter de la hausse des frais à la charge des étudiants (nous y reviendrons dans le deuxième chapitre).

L'amélioration continue de notre système universitaire requiert à la fois

plus de moyen et une augmentation des volumes d'étudiants formés et entrant à l'université ; il faut se féliciter que ce soit pour notre pays les directions données par le plan national de l'éducation de 2025 (objectif d'une massification des effectifs en universités, 33% d'une classe d'âge en 2030, puis 45% en 2050, dont 70% dans les universités publiques, avec une hausse significative des budgets consacrés

Dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur (% du GDP 2016)



par rapport aux années précédentes).

Reste que, en matière d'éducation supérieure, notre compétitivité ne dépend pas seulement de l'investissement consenti, mais aussi de l'efficacité de nos investissements. Celle-ci se mesure notamment par la capacité à adapter nos universités au besoin de la sphère économique.

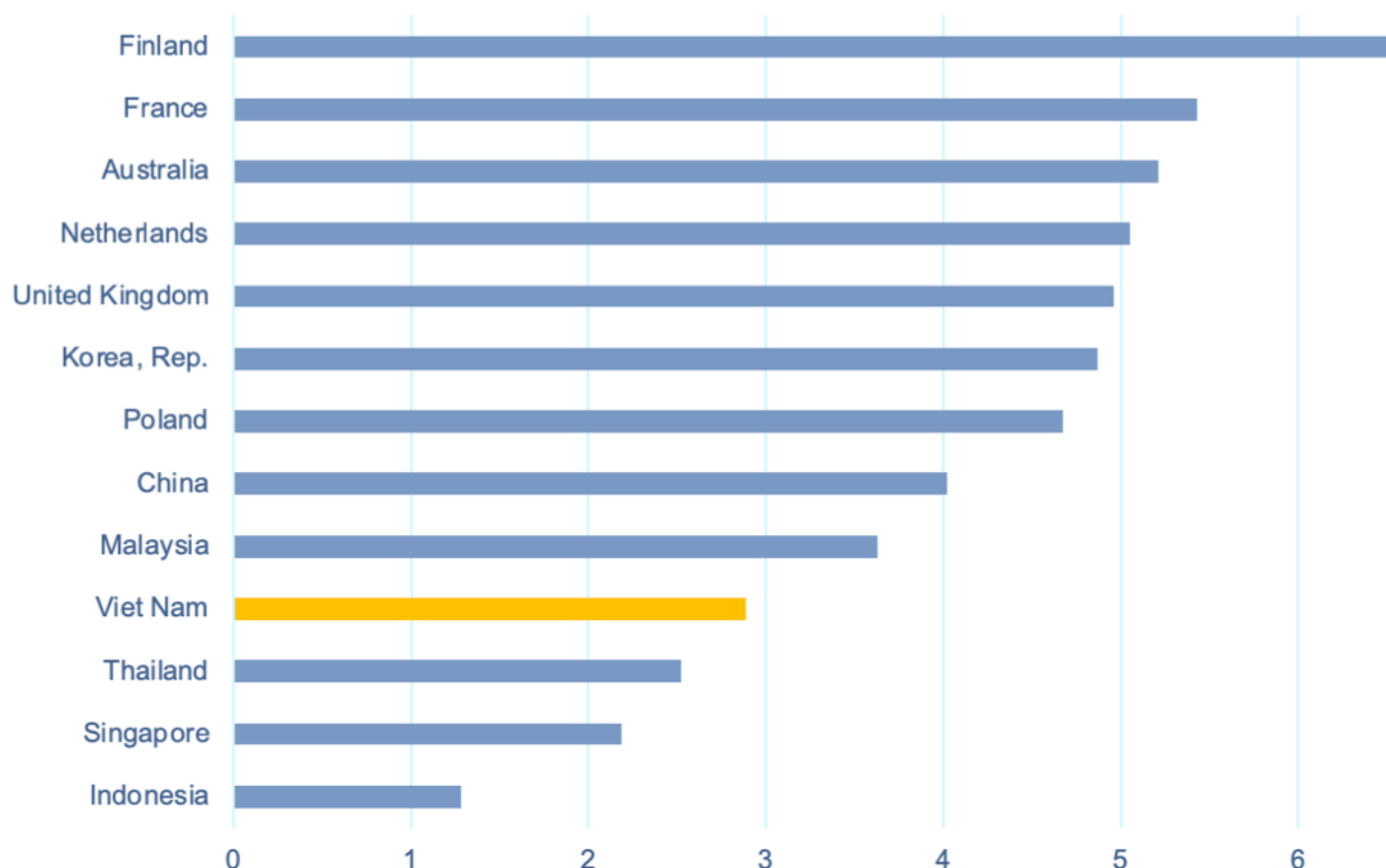
L'économiste Joseph Stiglitz parle à cet égard, pour les pays qui entrent dans la phase de développement et se rapprochent de la frontière technologique, d'une économie de la connaissance [4] Dans celle-ci, la collaboration et le partage de connaissances s'avèrent critique ; en particulier les entreprises, les universités, les centres de recherche, se

trouvent associés pour former des étudiants avec les compétences requises par le monde du travail.

Dans cette économie de la connaissance, les universités se trouvent au centre d'un écosystème de partage des savoirs, qui permet à l'ensemble des agents, universités, centres de recherche, secteur privé, investisseurs, de travailler ensemble dans un esprit d'innovation et de création.

Il manque un tel écosystème au Vietnam, et les savoirs et compétences enseignés dans nos universités restent trop éloignés des compétences que requièrent le marché du travail. C'est un constat que rappelle Le Quoc Khanh, professeur à l'université nationale de Hanoi [5] , qui rappelle que dans un récent

Dépenses d'éducation (% GDP, 2022)



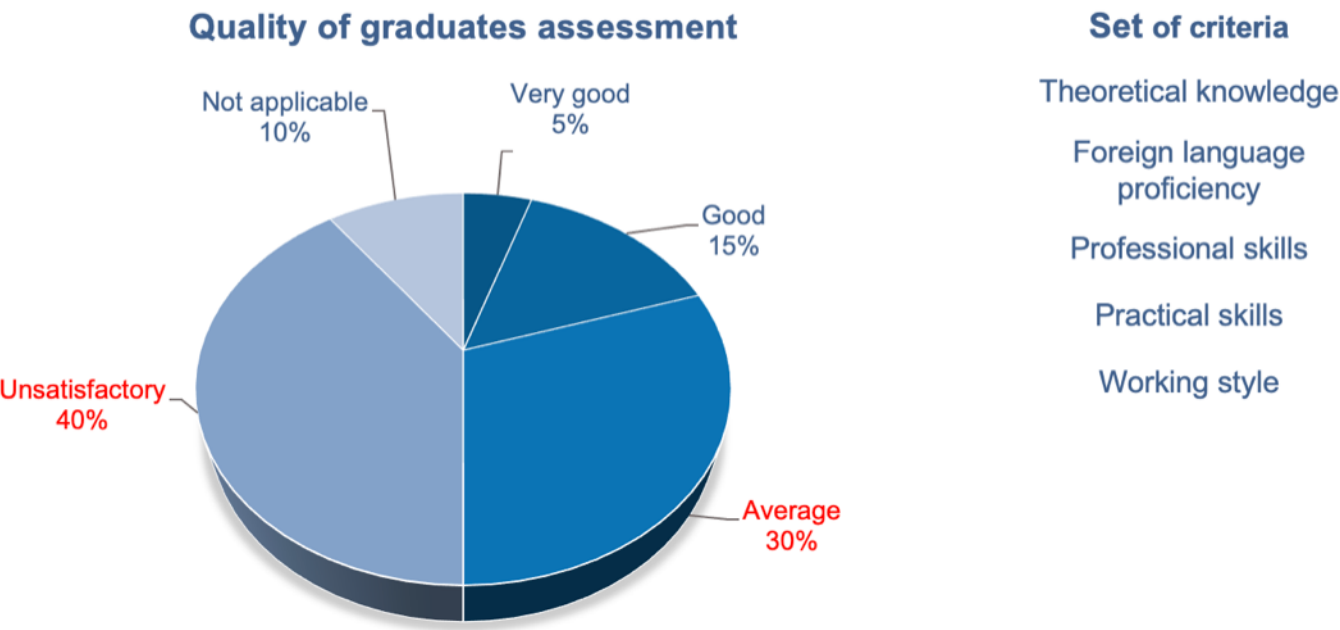
sondage auprès d'employeurs dans le secteur privé, ceux-ci estiment que seuls 5% des diplômés des universités vietnamiennes disposent des compétences requises une fois le diplôme en poche. Le constat des employeurs interrogés est d'une performance très pauvres des universités publiques vietnamiennes dans la transmission de compétences requises par les entreprises. Trop souvent, c'est dans les universités privées qu'on trouve le rôle central des universités dans ce dispositif de partage du savoir (cas par exemple de

l'écosystème créé par FPT et ses universités, qui permettent de former des ingénieurs et techniciens que le groupe emploie plus tard une fois le diplôme en poche).

Le professeur Le Quoc Khanh rappelle ainsi que les curriculums, par exemple, restent très largement théoriques, et contrôlés par les doyens des universités et par le ministère de l'éducation de la formation, sans consultation avec le secteur privé. De fait, les étudiants sortent souvent de quatre années de formation universitaire avec des savoirs

ENQUÊTE SUR LA QUALITÉ DES DIPLÔMÉS VIETNAMIENS (2023)

• A survey of 60 companies in Ho Chi Minh City found that employers rated only 5% of survey participants were assessed very good, 15% good, 30% average and 40% unsatisfactory, highlighting a significant skills mismatch.



faiblement adaptés aux besoins des entreprises ou aux réalités du marché. Les stages appliqués ne sont encore pas chose courante, et l’association du secteur privé à la formation des étudiants reste très modeste.

D’une façon générale, l’ouverture trop faible de nos universités, à la fois à l’internationale, et au secteur privé, cloisonnent de fait nos universités ; dans l’établissement d’une économie dite de la connaissance, où différentes institutions collaborent, **les universités au Vietnam restent un silo trop hermétique à la réalité extérieure.**

Dans le tertiaire, la mise à jour presque au quotidien des programmes, des curriculums, des savoirs, est une nécessité, et l’organisation en silo des entreprises, trop faiblement exposées à l’extérieur, à l’internationale ou au secteur privé, de fait limite la capacité de changement, d’adaptation, in fine d’innovation, de nos entreprises.

De fait, la conséquence est le faible classement, la faible réputation de nos institutions tertiaires, qui pourtant recrutent des étudiants, on l’a vu, souvent brillants. L’augmentation très conséquente des budgets consacrés à l’université est une très

bonne nouvelle ; elle demeure très insuffisante cependant pour rendre nos universités compétitives. Il s'agit là, par ailleurs, de l'objectif principal du plan national pour l'éducation : l'objectif est d'avoir 8 universités dans le top 200 des universités en Asie en 2030, et une dans le top 100 (il y a à ce jour quatre universités dans le top 200 d'Asie, l'université Duy Tan, l'Université nationale de Hanoi, l'Université nationale de HCMC, l'université Ton Duc Thang et aucune dans le top 100).

CHAPITRE II

L'ÉDUCATION ET LE VOLET DE LA JUSTICE SOCIALE : L'ÉDUCATION, LA MÉRITOCRATIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



II - L'ÉDUCATION ET LE VOLET DE LA JUSTICE SOCIALE : L'ÉDUCATION, LA MÉRITOCRATIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'éducation et la mobilité sociale : l'éducation pour permettre l'ascension sociale

Notre précédent chapitre se consacrait à la mission de l'éducation pour la performance économique, en formant de futurs travailleurs productifs qui répondent aux besoins de l'économie.

Ce chapitre s'attarde sur l'autre dimension essentielle de l'éducation, celle de réduire les inégalités sociales d'une génération à l'autre. Cette mission de l'école peut être résumée par les propos du ministre de l'Éducation nationale français Jules Ferry de la III^{ème} république, en 1870, dans son discours sur l'égalité d'éducation. « L'égalité d'éducation n'est pas une utopie ; c'est un principe ; qu'en droit, elle est incontestable et qu'en pratique, dans les limites, cette utopie apparente est dans l'ordre des choses possibles.

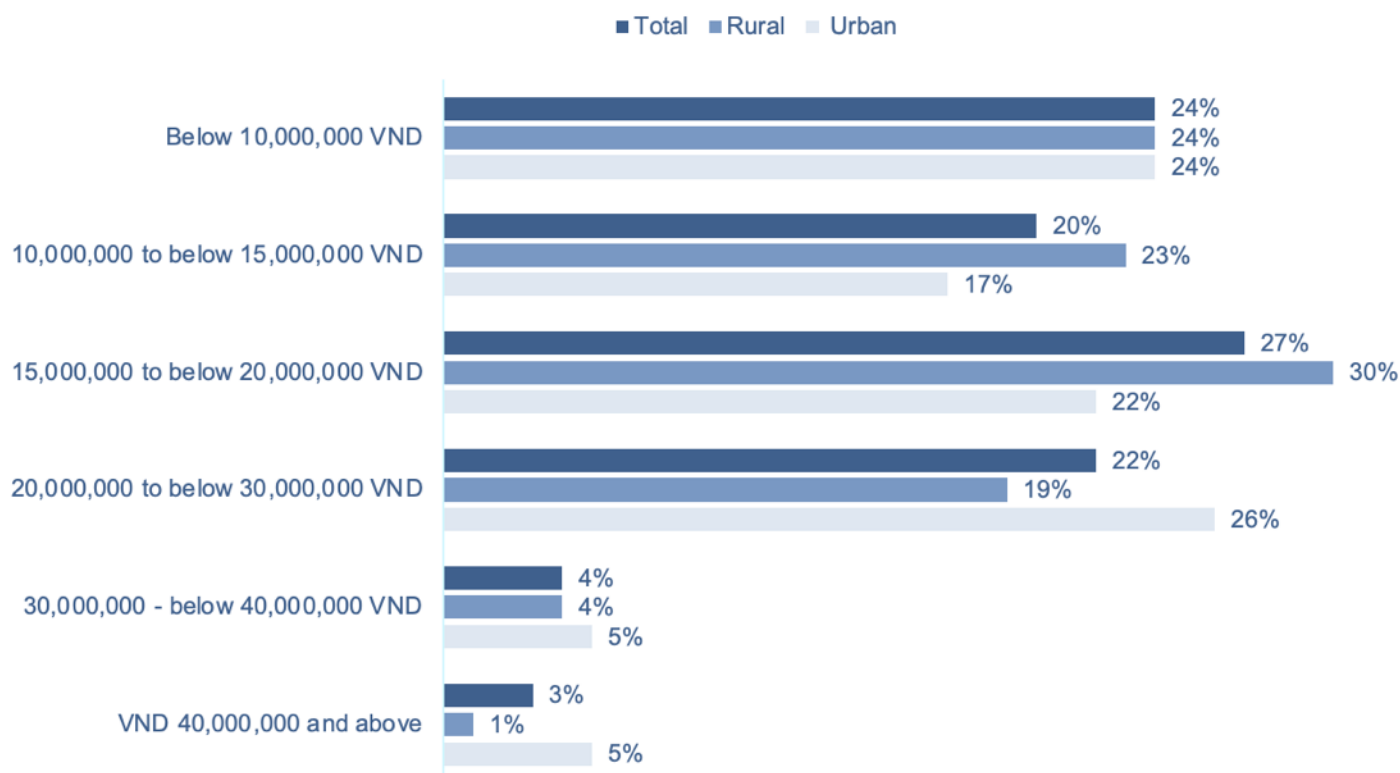
C'est dans l'ordre des choses possibles, parce que l'égalité est la loi même du progrès humain ; c'est plus qu'une théorie :

c'est un fait social. L'œuvre de notre temps n'est pas assurément plus difficile : faire disparaître la dernière, la plus redoutable des inégalités qui viennent de la naissance, l'inégalité d'éducation ».

L'éducation gratuite et obligatoire, que la France fut l'un des premiers pays dans le monde à instaurer, vise de fait à assurer une équité des citoyens dans l'accès à l'éducation. La logique est que l'éducation permettant le développement individuel et l'ascension sociale des individus, le rôle de l'état est de contribuer à égaliser les conditions de départ en matière d'éducation, pour assurer une certaine égalité des chances entre les enfants d'une même génération dans l'ascension sociale. Dans cette optique, l'éducation a une mission méritocratique : les enfants d'une génération, qui ont accès aux mêmes conditions d'éducation, se distinguent suivant les mérites scolaires, dans une logique de juste compétition.

Dans cette logique, le Vietnam a fait de l'éducation pour tous, obligatoire, à coût abordable, l'une de ses missions (la loi sur l'éducation de 2019 - Luật giáo dục 2019 số 43/2019/QH14 áp dụng 2025 – confirme l'obligation faite à l'état de donner à l'ensemble des enfants un accès à l'école publique pour le primaire

Répartition des ménages vietnamiens suivant les niveaux de revenus mensuel du ménage (VND)



Monthly household income in VND	Urban	Rural	Total
VND 40,000,000 and above	5%	1%	3%
30,000,000 - below 40,000,000 VND	5%	4%	4%
20,000,000 to below 30,000,000 VND	26%	19%	22%
15,000,000 to below 20,000,000 VND	22%	30%	27%
10,000,000 to below 15,000,000 VND	17%	23%	20%
Below 10,000,000 VND	24%	24%	24%
Total	100%	100%	100%

–hors du primaire pas d'obligation formelle, même si l'éducation au moins jusqu'au collège est sauf exception presque généralisée depuis plusieurs décennies).

C'est dans cette optique, non juste seulement dans une logique économique, que le gouvernement vietnamien a rendu l'éducation en primaire et au secondaire officiellement gratuite pour toute pour la rentrée 2025 (les frais de scolarité des écoles

publiques sont désormais intégralement et pour tous pris en charge – cela correspond à une économie de 100 à 200 euros par an par enfant). La massification scolaire et l'alphabétisation pour tous a été une conquête de longue date pour le Vietnam : chacun, même dans les régions les plus reculées, à un accès à l'école publique, à des professeurs formés, et à une éducation qui au moins transmet les fondamentaux.

L'analphabétisme n'existe plus depuis longtemps, et la scolarisation pour tous au moins jusqu'à la fin du collège est atteinte depuis plusieurs années. Il faut se féliciter que le Vietnam, pourtant encore pauvre, ait réussi rapidement à donner les fondamentaux de l'éducation pour la quasi-intégralité des enfants d'une classe d'âge, quel que soit leur origine sociale. Sans doute, lorsqu'on compare le Vietnam avec d'autres pays en voie de développement, la bonne performance s'explique à la fois par la volonté du gouvernement d'installer des écoles pour tous sur l'ensemble du pays, et par l'aspect culturel, les familles vietnamiennes croient naturellement au vertu de l'éducation pour leurs enfants.

Cet aspect est fondamental en pays pauvre : les économistes Duflo et Banerjee, dans leurs travaux (synthétisés dans leur ouvrage « Economie difficile pour les temps difficiles ») rappellent que les politiques de l'offre (développer l'offre, gratuite, en éducation pour les familles) ne suffisent pas à éduquer l'ensemble des enfants d'une génération (il faut aussi un engagement et une participation des familles, qui doivent être convaincues des vertus de l'éducation pour leurs

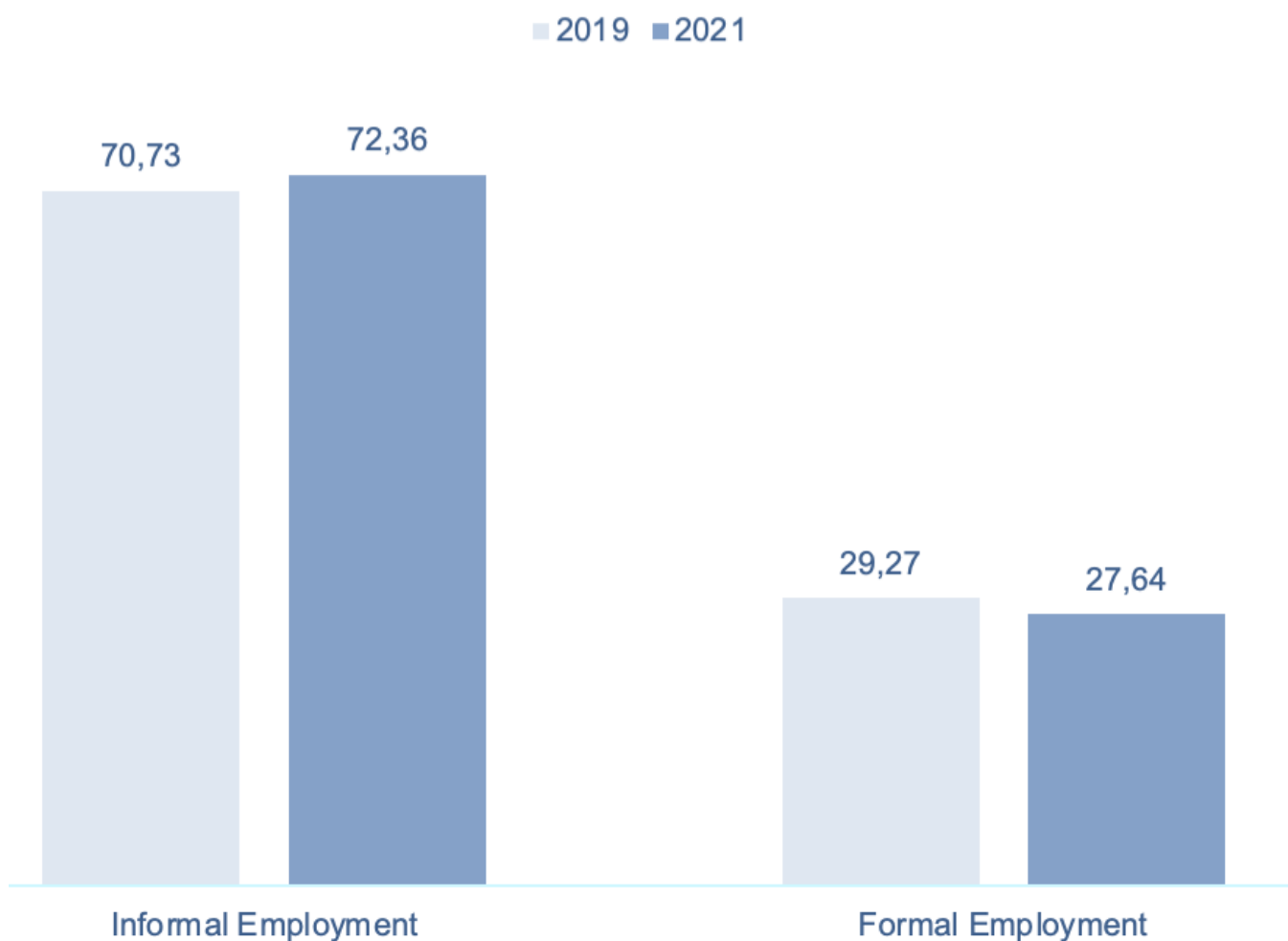
enfants).

L'accessibilité et l'école pour tous

L'accessibilité et l'école pour tous est quasi atteinte pour le collège. C'est sur les échelons suivant que se pose l'enjeu d'un juste accès. En particulier, sur le marché du travail vietnamien, le véritable graal paraît être le diplôme du supérieur, université ou autres formations (cao dang ou enseignement professionnel et vocationnel). Ce diplôme permet notamment d'accéder à des contrats de travail et aux emplois pour cols blancs, ou techniciens d'usines. Ceux-là non seulement ouvrent aux salaires les plus élevés, mais en plus donnent le droit à des contrats officiels, protecteurs pour le salarié.

La majorité des emplois au Vietnam reste des formes de travail précaire, non garanti, sans les formes de protection que confère un contrat de travail classique. Il y a une division de statut entre les emplois protégés et les emplois précaires, et cette ligne de division essentiellement distingue ceux qui ont un diplôme du supérieur des autres.

Structure du marché du travail au Vietnam

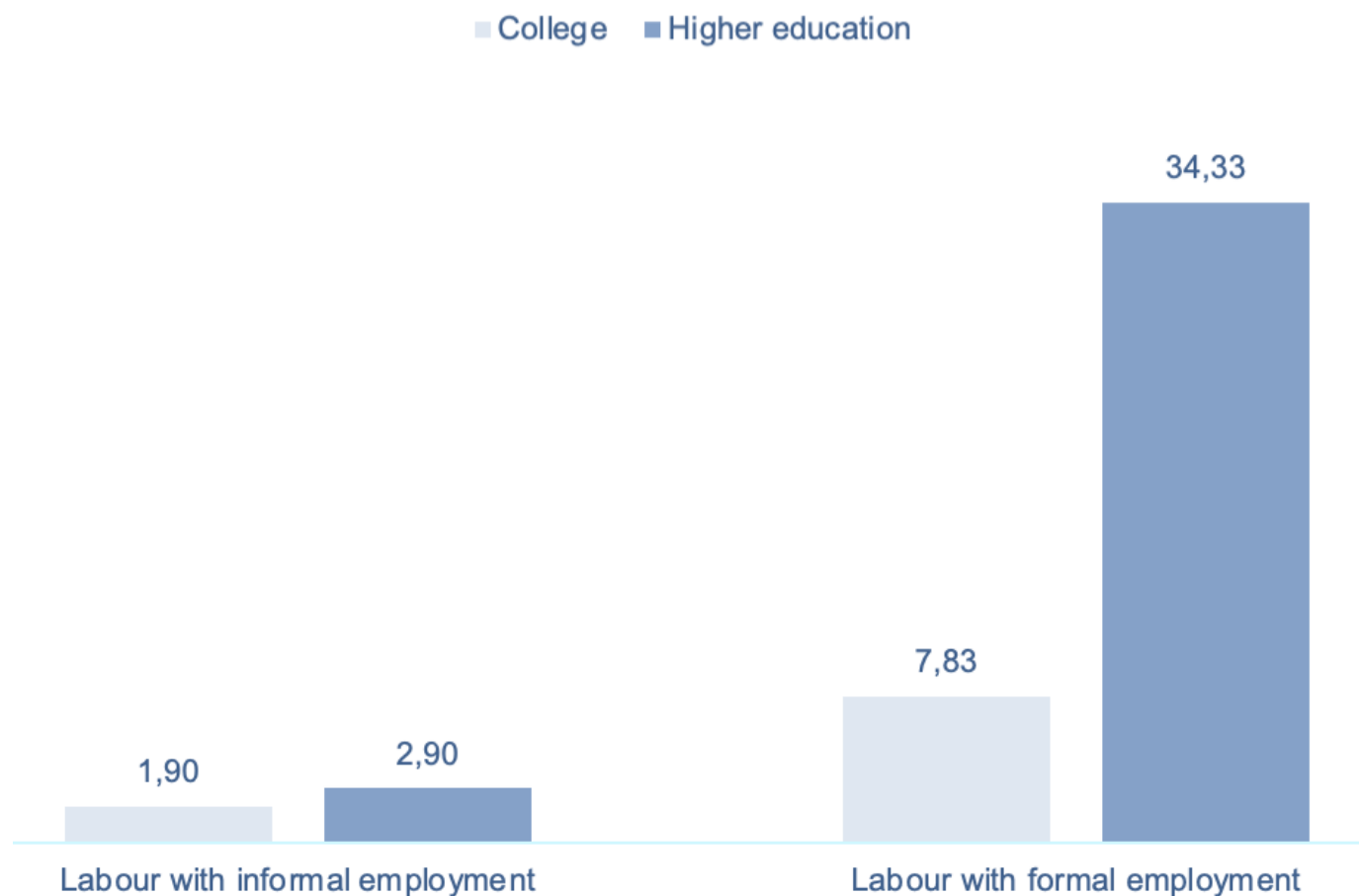


Outre la différence de salaire, c'est une différence de statut et de protection : de fait ceux qui ne disposent pas d'un diplôme de l'université se voient souvent cantonné toute leur vie à enchaîner les emplois à la semaine, au jour, avec des formes très limitées de protection face à l'accident, à la vieillesse, au chômage, à la maladie.

Les places à l'université, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, sont limitées, mais offrent donc on le voit des avantages décisifs pour ceux qui

obtiennent le diplôme. L'accès, de fait est difficile, et se fait par un concours très sélectif. Cette sélectivité, hélas, ne relève pas du seul mérite des élèves. L'analyse des profils sociologiques montrent que les pourcentages d'obtention d'un diplôme sont très largement corrélés aux capacités financières des parents, ce que rappelle la récente étude menée par la banque mondiale en 2020 [6]

Structure de l'emploi selon le niveau d'éducation des travailleurs 2021 (%)



Le concours, s'il est effectivement et en principe ouvert à tous, reste une épreuve qui se prépare sur plusieurs années en amont, requiert des efforts et des investissements financiers, en temps et en énergie pour garantir la réussite à un concours. Il faut une combinaison d'investissements financiers (notamment des cours supplémentaires quasi obligatoires, et ce pour les classes de première et de terminale), comme une connaissance des rouages de l'éducation (ce qui permet le succès au concours,

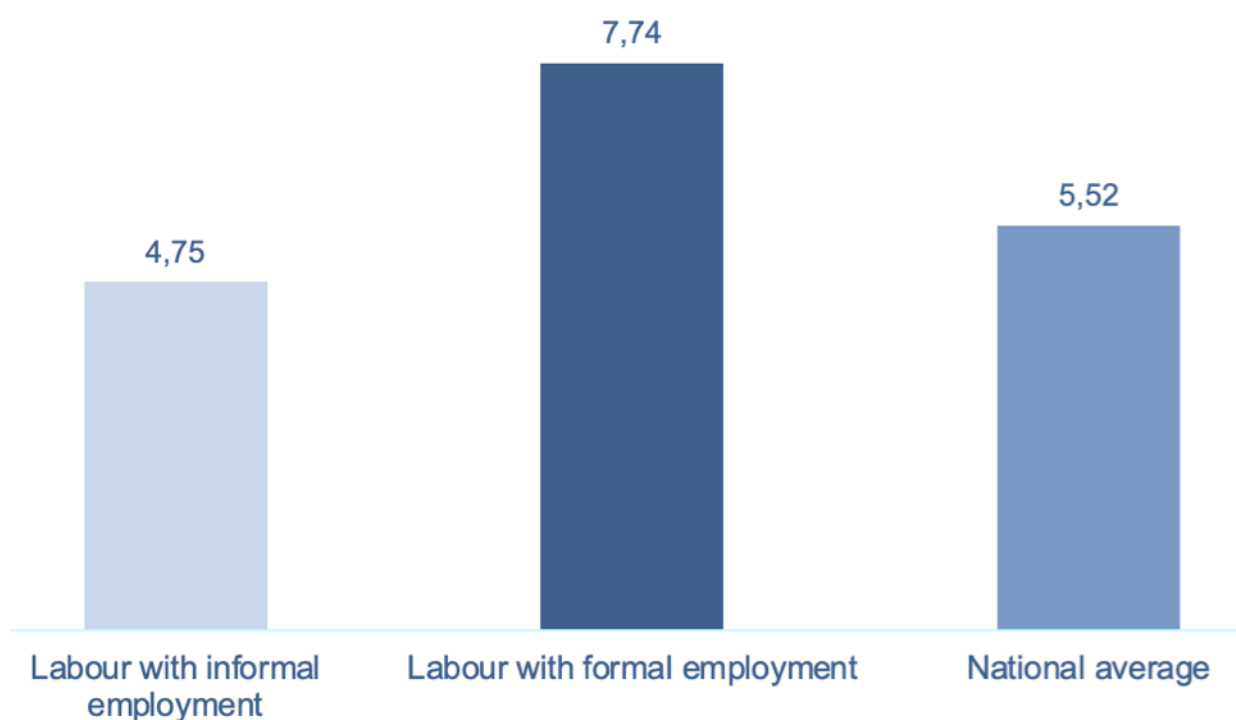
comment le préparer, comment s'y préparer).

Pour réussir le concours, il faut d'abord commencer à être sélectionné dans un des bons lycées de la région. Les réseaux permettent de garantir à son enfant une place, et dès la troisième, les enfants sont sous une forte pression pour avoir les meilleurs dossiers scolaires possibles. Dès la troisième et le collège, le recours à des cours particuliers (parfois avec le professeur de la classe) est chose courante. Il devient, au lycée,

chose presque obligatoire : au moins 11m VND, soit 400 euros par an, au sur les trois matières que les élèves minimum. Ces coûts s'ajoutent aux frais veulent passer pour l'université, les de scolarité, aux livres, aux coûts élèves doivent avoir recours à des d'entretien parfois de l'école, au total nous cours supplémentaires – sans quoi les estimons qu'un élève en terminale qui élèves n'ont pas accès à des portions s'apprête à passer le concours doit entières du programme à réviser et compter entre 15 et 20 millions, soit 600 à connaitre pour passer le concours. 700 euros, sans avoir évidemment aucune

Au minimum, et c'est ce que nous garantie de réussite sur le concours. dépensons pour nos élèves du centre Nos enfants du centre de Phu Thuong de Phu Thuong, il faut compter viennent souvent des contrées reculées, 400,000 VND par mois, par matière, très pauvres, rurales, de la province de soit pour trois matières 1,200,000 VND Hue, comme Phong Dien, Phu Loc ou A par mois. Sur 9 mois, c'est presque Luoi. Dans ces districts ruraux et pauvres,

Revenu mensuel moyen 2021 (en millions de dongs vietnamiens par personne et par mois)



les taux d'accession à l'université sont très faibles. Le taux d'accès au lycée déjà est bien plus bas que la moyenne nationale, et réussir le concours à l'université relève de l'exceptionnel.

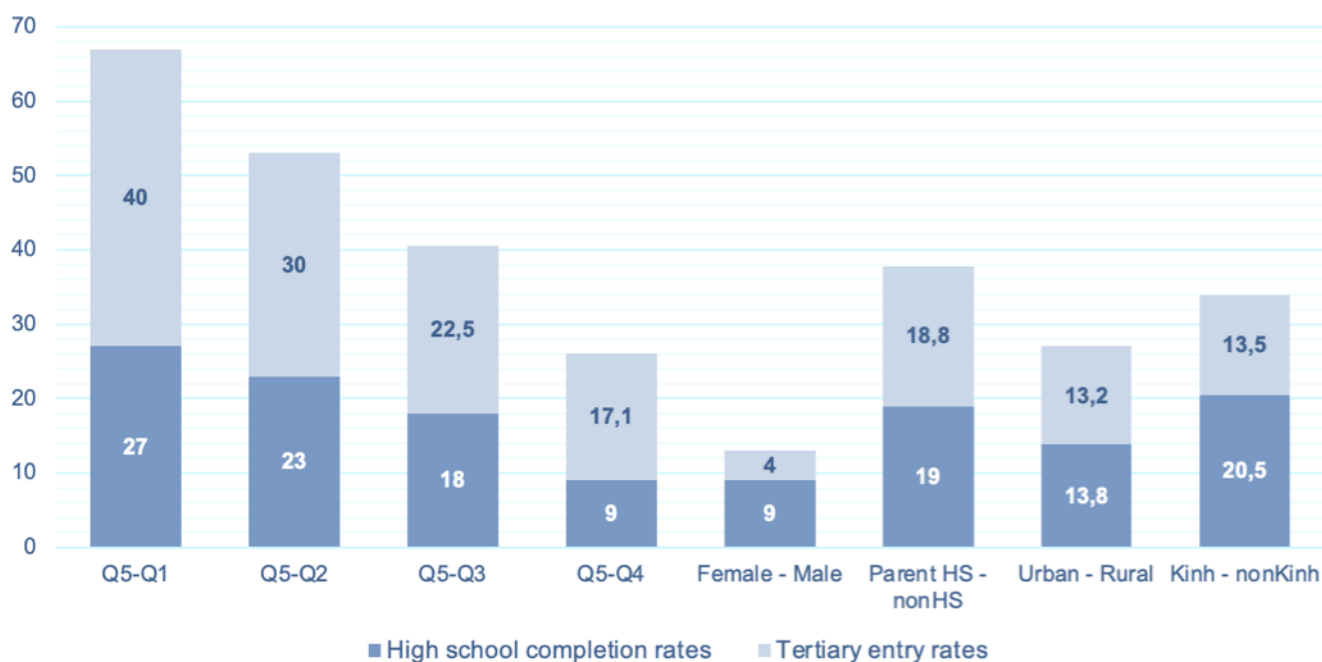
Nos enfants dans les centres, tous, reconnaissent que sans l'aide de Phu Thuong, il aurait été quasi impossible de poursuivre leurs études dans le supérieur. Il faut à la fois un suivi, un coaching quotidien, une aide dans la préparation, qui n'est pas possible au vu des contextes familiaux de nos enfants, et il faut un soutien financier conséquent. Pour ces familles dont nous sponsorisons les enfants, dépenser entre 15 et 20 millions sur

trois ans relève tous simplement de l'impossible (les aides de l'état pour ces familles sont souvent très marginales lorsqu'elles existent).

D'ailleurs, souvent, nous constatons, pour les familles dont nous aidons les enfants, que les frères et sœurs qui n'ont pas eu de suivi ou de soutien financier, trop souvent, sont contraints d'arrêter les études au lycée, seuls les enfants pris en charge par notre association ou par une autre ont le luxe de poursuivre leurs études.

Nous voyons trop d'enfants capables, intelligents, contraints à abandonner à quinze ans les études, parce que les perspectives éducatives pour eux sont trop incertaines, et le coût, en temps

Différences d'accès à l'éducation selon les quintiles de revenu



Coût et évolution des frais de scolarité de 2004 à 2018

Costs	2004	2010	2016	2018	Trend
Tuition cost, USD	105	251	473	574	
Total cost, USD	217	470	844	1,242	
Tuition as % of total cost	48	53	56	46	
Total cost as % of per capita expenditure	34	27	43	54	

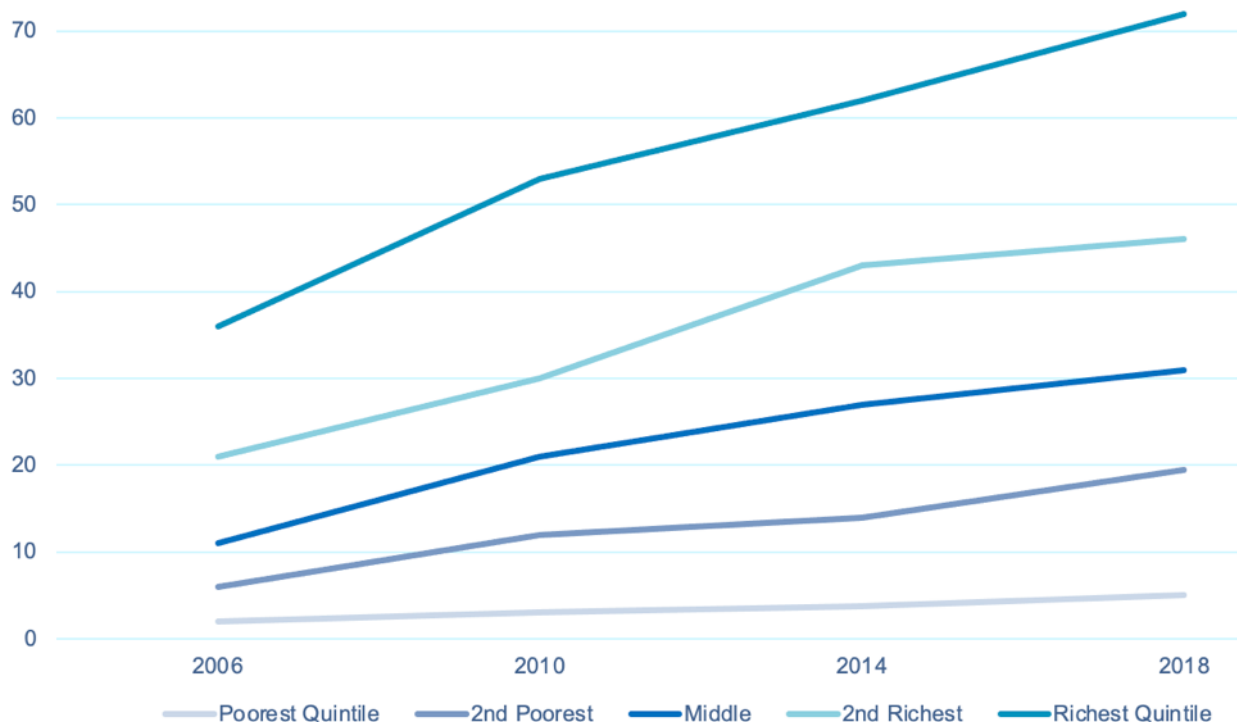
comme en ressources financières, trop élevés.

Nous avons observé de fait une indéniable fracture sociale dans l'accès à l'université : les enfants qui disposent d'un capital culturel, éducatif, économique ou social de par la situation de leur famille ont un avantage beaucoup trop significatif sur les enfants les moins dotés. De fait, trop souvent, les enfants qui ont accès à

l'université sont ceux dont les parents sont déjà parmi les plus éduqués de leur génération. L'accès au lycée déjà marque des inégalités de situation, et exacerbe l'une des grandes inégalités qui perdure dans le Vietnam de 2025, l'accès à l'université.

Dans une économie émergente comme le Vietnam, l'accès à l'université est décisif dans le futur statut social et professionnel.

Taux d'inscription dans l'enseignement supérieur (%) par quintile de revenu



L'explosion récente des frais de scolarité à l'université

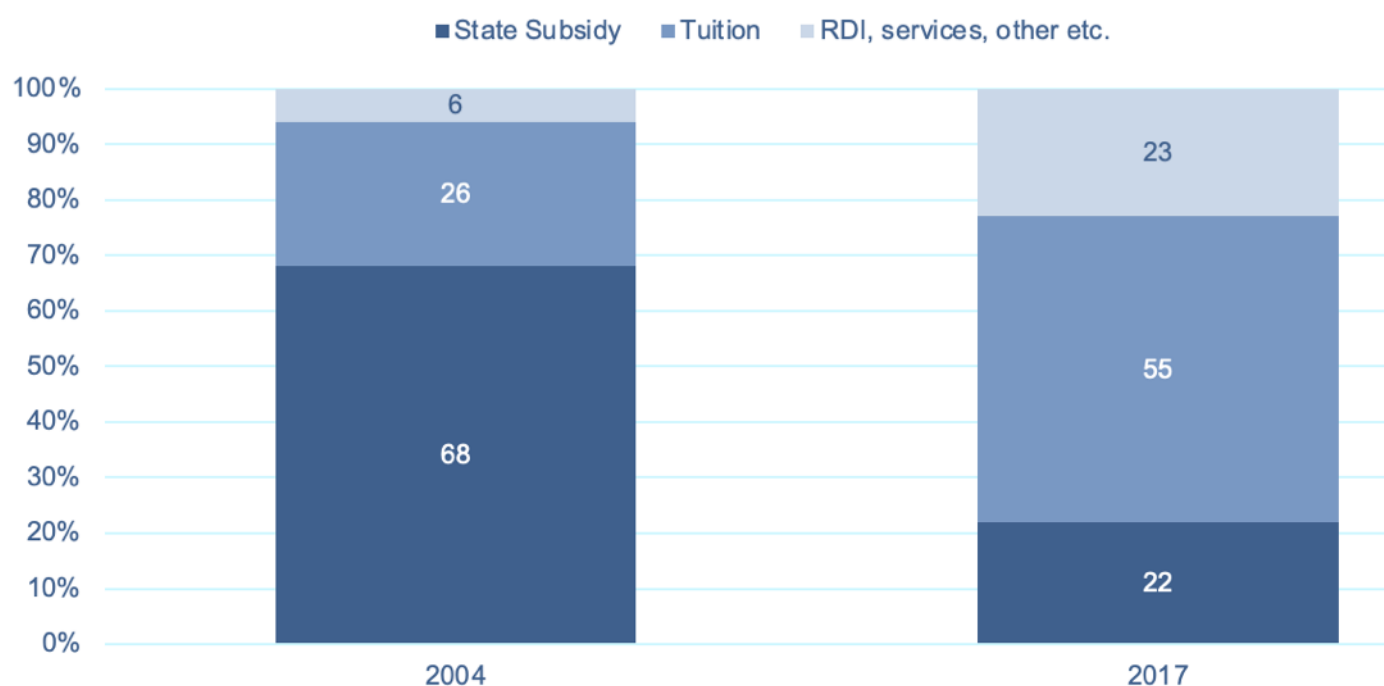
Dans une optique d'améliorer la compétitivité des universités vietnamiennes, une série de décrets depuis 2018 a visé à l'augmentation progressive de l'autonomie de celles-ci. L'autonomie, en particulier, touchait au financier : sur la voie d'une émancipation, celles-ci se sont retrouvées en charge de leur budget, et seule maîtresse dans la fixation des coûts de scolarité.

Ceux-ci, d'après le rapport de 2020 de

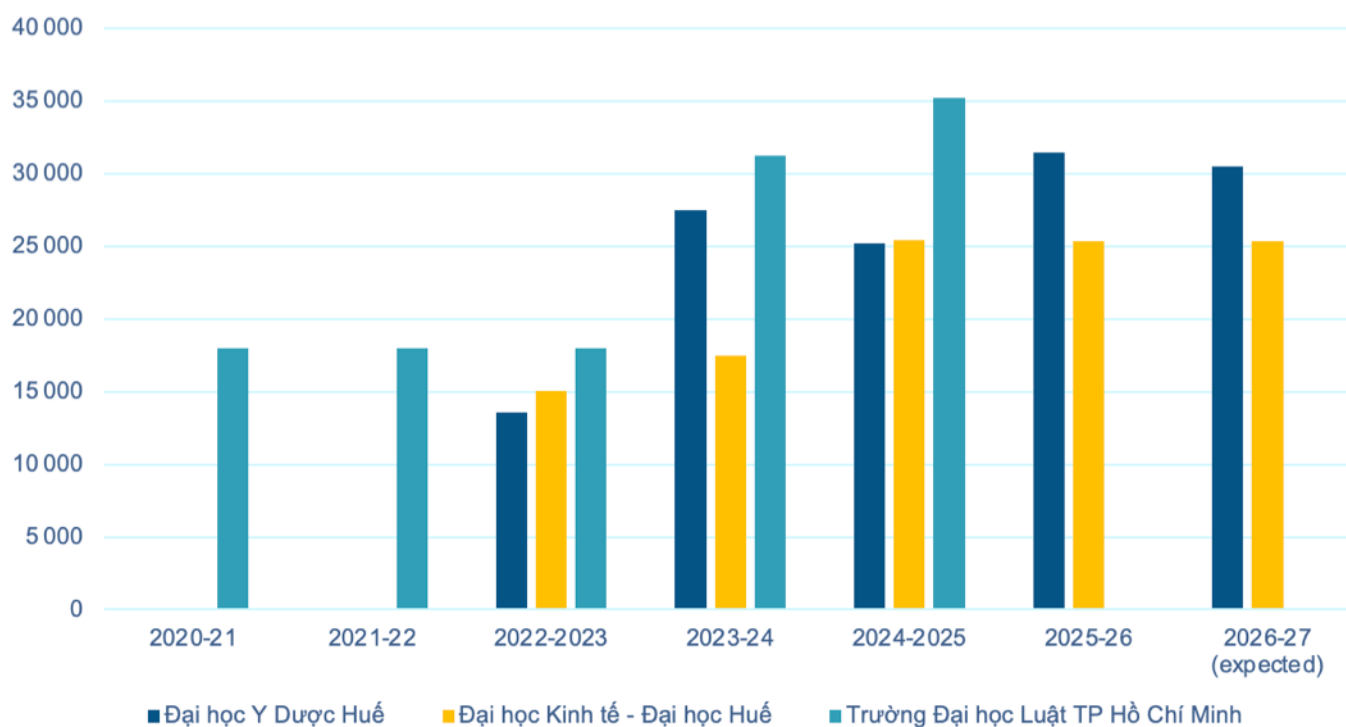
la Banque Mondiale (rapport rédigé peu avant la mise en place effective de l'autonomie notamment financière) représentait 70% du budget des universités.

L'émancipation des universités a conduit à la perte des financements de l'état, dans un contexte où il était par ailleurs demandé aux universités d'être plus compétitives, modernes, performantes. L'augmentation qui en résulte des coûts d'opération (elles ont dû augmenter les salaires de leurs professeurs, moderniser leurs locaux pour nouer des partenariats avec des universités étrangères), cumulée à la diminution voire suppression des

Évolution des sources de revenus des universités publiques



Frais de scolarité par université (milliards de VND/an)



financements publics a naturellement passés de 12 à 24 millions par an causé une très forte inflation des frais de (augmentation de 15% par an). scolarité, depuis la fin des années Ces augmentations sont dans la COVID. moyenne des augmentations des

Nous ne mentionnerons ici que les frais de scolarité partout dans le quelques-unes pour lesquelles nous pays, et seraient même plutôt avons constaté l'augmentation soudaine dans la moyenne basse.

des frais de scolarité : pour l'université de En moyenne, et la tendance paraît droit de HCMC, entre 2020-21 et se poursuivre à très court terme, la 2024-25, ils sont passés de 17 millions à t e n d a n c e a é t é d ' u n e 35 millions par an (doublement sur 5 ans augmentation de 10 à 15% par an soit augmentation de 16% par an), pour des frais de scolarité, nous parlons l'université de Pharmacie de Hue (Đại d'un doublement en quatre ans Học Y dược Huế - y đã khoa) ils sont des frais de scolarité.

Cette seule augmentation des frais de scolarité, par ailleurs très peu transparente et lisible, a renforcé les inégalités d'accès à l'université pour les enfants des ménages les plus pauvres. Il est difficile de quantifier l'impact réel qu'a eu une telle mesure ; ce que nous avons observé, à notre petite échelle, est que depuis la tendance à la hausse des frais de scolarité les abandons de scolarité ont fortement augmenté simultanément (nous avons eu besoin de temps pour ajuster nos bourses au niveau des nouveaux frais de scolarité).

Pour la rentrée de 2024-25 (en septembre 2024), sur 30 étudiants boursiers, nous avons déploré, et ce fut une première, 7 abandons de scolarité (soit plus de 20% d'abandon), l'augmentation des coûts y a participé, sans être évidemment la seule des causes. Une telle proportion était sans commune mesure avec les autres années, où seuls un ou deux abandons par an étaient à déplorer.

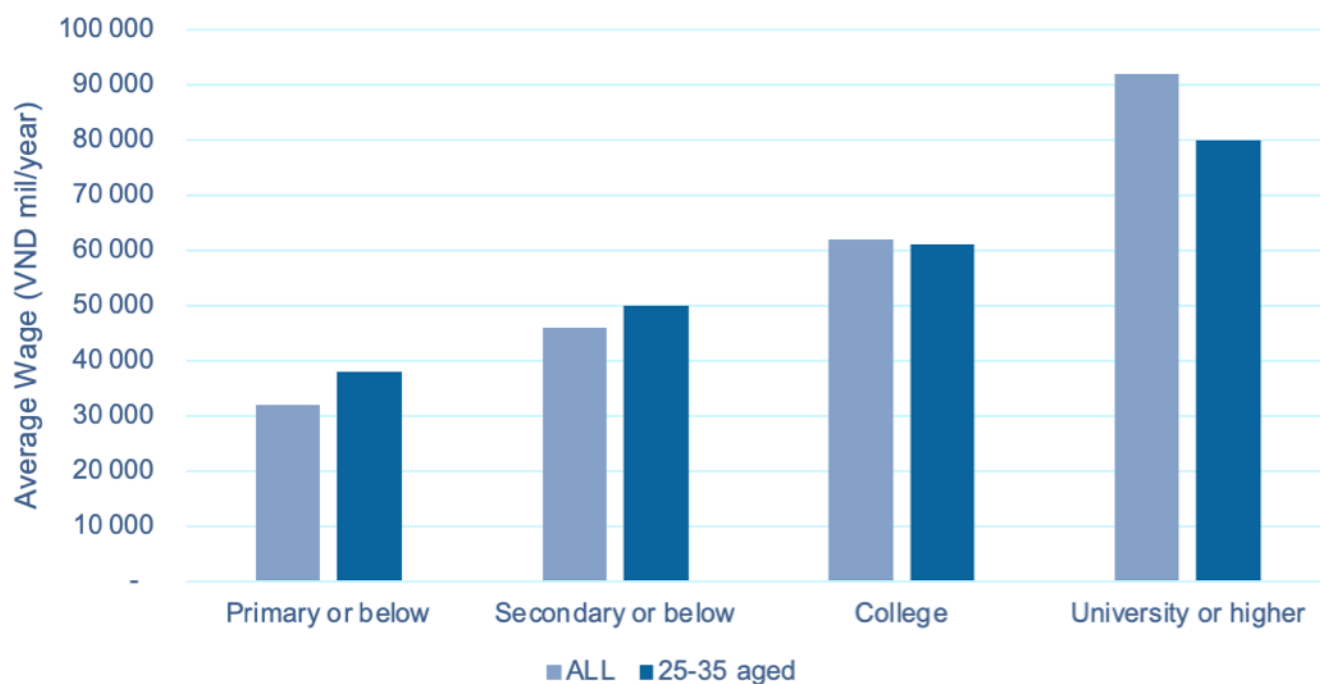
Il faut se représenter la charge financière pour les ménages les plus pauvres : pour un ménage pauvre, qui gagne 10 millions de VND par mois (salaire cumulé des deux parents de 5 millions de VND, en deçà de la moyenne nationale de 8 millions par

mois - soit 120 millions par an, soit 4000 euros à l'année), envoyer un enfant à l'université (nous prendrons l'exemple ici de l'université de pharmacie de Hue dont les frais de scolarité sont de 24 millions par an en 2025) c'est 20% du revenu annuel du ménage qui y passe.

Il faut y ajouter évidemment les autres coûts, qu'on peut estimer, fourchette basse, à 24 millions par an, soit moins de 100 euros de dépense par mois pour un étudiant (ce qui inclut logement, vêtement, nourriture, santé, et autres frais de première nécessité). **Un étudiant coûte alors pour la famille 48 millions de VND, soit 40% du budget du ménage** ; dit autrement, l'étudiant se doit de travailler à côté pour poursuivre ses études, ou bénéficier d'aides et de bourses pour prendre en charge les frais de scolarité.

En particulier, pour les enfants issus des ménages des premiers et deuxièmes quintiles de revenus (les 40% les plus pauvres) il s'agit d'une charge et d'une dépense importante, qui interroge sur la pertinence de poursuivre les études, en tout cas sur le retour espéré d'investissement pour ces familles. Quelle part de celles-ci, demain, seront prêtes à consacrer temps, énergie et financement pour envoyer plusieurs de leurs enfants à l'université ?

Salaire moyen par niveau d'études, 2016



L'étude de la banque mondiale, en 2020, dévoilait déjà d'importants taux de dissimilarité entre les plus pauvres et les plus riches dans l'accès au lycée et à l'université, avant donc le doublement de frais de scolarité pour l'université. A n'en pas douter, les disparités entre classes sociales dans l'accès au lycée et à l'université se sont creusées depuis avec l'augmentation conséquente des frais scolaires. La tendance à un accès à l'université de plus en plus corrélé à l'université ces dernières années, sans actions et politiques correctives, devraient s'accroître du fait de l'augmentation des frais de scolarité à l'université.

Les dangers d'une partition de la société

Le danger, aussi, est à la reproduction, et à la partition en deux, entre les familles dont les enfants ont accès à l'université et les autres, qui en sont privés.

La frontière est évidemment financière, et l'augmentation des frais contribue à cette ségrégation financière, mais elle est aussi sociale (les familles les plus pauvres, dont les parents ne sont pas allés à l'université, ne peuvent aider dans l'orientation scolaire leurs enfants). De fait, on risque de s'orienter vers

une société à deux vitesses, où les familles dont les parents sont allés à l'université sont celles dont les enfants trustent les places dans les plus prestigieuses universités, car elles peuvent investir en temps et en argent dans le capital humain de leurs enfants.

L'université et l'éducation, doivent, en principe, égaliser les conditions – la récente réforme, qui ne s'accompagne d'aucun système de bourses scolaires pour les plus pauvres, risquent d'élever les barrières à l'accès à l'université pour les ménages les plus pauvres.

C'est, de fait, une société à deux vitesses à laquelle on risque d'aboutir : à terme, à mesure que le Vietnam se développera, les emplois qualifiés seront occupés par 30 à 40% d'une classe d'âge qui a bénéficié d'une éducation supérieure, le reste sera des emplois moins qualifiés, sans doute précaires et sans contrat, à plus faible salaire et occupé par ceux qui n'ont que peu de diplômes scolaires.

Dans une économie à forte croissance comme le Vietnam, cette partition signifie que les fruits de la croissance risquent de se trouver de plus en plus inégalement partagés. Nos boursiers sont enfants de travailleurs précaires,

dans les rizières, dans les champs, sur les chantiers, dans la rue, dans les usines ; ces parents ont souvent beaucoup sacrifié pour voir leurs enfants s'élever socialement. Eux, depuis les années COVID, n'ont pas vu leur salaire doubler, hélas ils constatent souvent impuissants qu'en revanche l'ensemble des coûts de scolarité ont eux connu une hausse vertigineuse.



CHAPITRE III

QUELQUES PISTES POUR L'ÉDUCATION AU VIETNAM



III - QUELQUES PISTES POUR L'ÉDUCATION AU VIETNAM

De nos constats des chapitres précédents, nous nous permettons de mettre en avant quelques recommandations, pour que l'éducation soit demain un levier de développement pour notre pays. Nos recommandations sont de deux ordres, sur le volet de la performance éducative d'une part, sur le volet de l'accessibilité d'autre part. Ce volet plus particulier de l'accessibilité est

celui que nous développons plus en détails, car il fait l'objet de nos actions depuis près de quinze ans. Plutôt que des recommandations détaillées en politiques publiques, nous voulons ici donner quelques pistes de réflexion plus générale, qui pourraient utilement guider les futures politiques d'éducation de notre pays. Nous les appuyons sur notre expérience de terrain et sur les précédents de politiques d'éducation menées, avec succès dans d'autres pays avant le Vietnam



#1 : Une augmentation générale de l'investissement public en éducation à court et moyen terme

Par rapport aux autres pays de la région, ou en comparaison de pays dans le passé à niveau équivalent de développement, le Vietnam dépense globalement trop peu dans l'éducation. Cette trop faible dépense se manifeste à la fois dans le pourcentage du PIB investi comme dans la valeur absolue des montants investis par étudiant. Elle se traduit par des scores de mesure de performance, comme le score PISA, en stagnation alors que le Vietnam reste un pays en voie de développement, pour lequel on s'attendrait plutôt à une amélioration continue du score à mesure que le pays s'enrichit. Ce sous-investissement se traduit par la faiblesse

des salaires pour les enseignants, par de trop faibles moyens investis dans la formation ou les bâtiments scolaires. Elle se traduit in fine par une charge financière pour les parents (qui payent par exemple les tutorats et cours particuliers aux professeurs des écoles et des lycées, ou payent divers frais pour la rénovation des bâtiments) comme par une moindre performance du système scolaire. Or nous savons que les travaux des économistes Becker et de Schultz sur le capital humain que l'éducation est un investissement à haut rendement ; cependant ses retombées sont



indirectes et se mesurent sur le temps long.

A titre d'exemple, dans une phase comparable de leur développement, la Corée dépensait plus de 6% de son PIB, et Singapour 5%. La Malaisie encore aujourd'hui en dépense plus de 5%, là où pour le Vietnam, le plan de développement n'en projette moins de 4%. Une telle projection est par ailleurs une aspiration, sans doute la dépense effective sera inférieure à cet objectif. Sur les dernières années, elle fut de 3% du PIB et de 15% du total de la dépense publique. Nous ne recommandons aucun palier ou niveau de dépenses pour l'éducation, nous rappelons ici ce que d'autres pays ont investi dans la région ou par le passé. L'éducation n'a pas l'air d'être la première des priorités dans la politique d'investissement publique du pays future. Les infrastructures sociales (en particulier l'éducation) paraissent secondaires face aux infrastructures physiques (qui représentent le plus grand poste de dépenses dans le plan de développement du pays). La Corée du Sud et Singapour, les plus exemples les plus proches de nous de sortie la plus rapide et spectaculaire du sous-développement, ont eux axé leur stratégie sur un investissement massif (investissement public comme privé)

dans l'éducation à un stade de développement comparable. La montée en compétence d'un pays et la sortie de la pauvreté s'accompagnent d'une augmentation de la dépense en éducation notamment sur le secondaire et le tertiaire (c'est aujourd'hui là où le déficit en investissement public est le plus sévère). En particulier sur l'université, les moyens déployés en l'état sont très insuffisants face à l'ensemble des pays de la région. La volonté d'améliorer la performance des universités dans les classements internationaux, affichée dans le plan général d'éducation de 2025, ne peut vraiment se réaliser sans une augmentation significative de l'investissement public en éducation tertiaire. Nous ne nous permettons pas de donner d'objectifs chiffrés, cependant en l'état les montants paraissent insuffisants dans le contexte de la compétition internationale et dans la perspective de devenir un pays développé ou à revenu moyen.

Nos pistes de réflexion :

Etudier plus en détails les retours sur investissement sur le long terme, indirect comme direct, en éducation. Considérer à cet aune une augmentation des dépenses et investissements sur l'éducation dans cette phase de développement.

#2 : Une priorité absolue sur la performance du secondaire, qui doit se démarquer au niveau international



L'augmentation des moyens déployés doit avant tout, dans notre contexte actuel, viser à améliorer la performance des élèves sur les étapes intermédiaires de la scolarité, le collège et le lycée. Cette étape est essentielle pour s'assurer de former en quantité de futurs adultes productifs, dans les filières supérieures ou professionnelles ; l'investissement dans le tertiaire n'est de plus efficace que dès lors que le système éducatif remplit ses missions principales sur les étapes qui précèdent.

Les enfants, à la sortie du lycée, doivent disposer des savoirs élémentaires de lecture, d'écriture, de mathématiques ou de sciences. C'est dans la capacité à doter la majorité des élèves de ses savoirs fondamentaux qu'on mesure la

performance éducative du système au primaire, au collège et au lycée.

Cette performance doit se mesurer en comparatif, et dans le contexte d'une compétition internationale. Dans le cas par exemple d'investissements étrangers, le niveau de formation des travailleurs, le niveau d'éducation moyen du pays, la maîtrise de savoirs fondamentaux est un critère fondamental de la décision d'investir. Le score PISA doit en particulier constituer l'étendard dans la mesure de la performance du système éducatif.

Les travaux de l'économie de l'éducation ont montré que la progression sur le score PISA se traduisait rapidement dans une augmentation du taux de croissance économique. Les objectifs actuels fixés par le gouvernement vietnamien n'incluent pas une progression dans les performances PISA ou sur d'autres indicateurs de performance éducative (TIMMS, etc.). Un objectif d'intégrer le top 15 voire à terme le top 10 sur les

indicateurs de performance éducative comme PISA ne paraît pas incohérent pour un pays comme le Vietnam ; les autres pays d'influence confucéenne sont avec constance les champions du classement.

L'accumulation de moyens investis pourraient ne pas suffire, seule, à améliorer la performance des collégiens et des lycéens vietnamiens. Là encore, les exemples singapourien ou coréen donnent certains enseignements utiles. Dans le cas de Singapour, des concertations dans les années 70 et 80 au sein du corps enseignant ont permis d'adapter les méthodes et les programmes, pour une plus grande efficacité en fonction des retours de ceux qui enseignent sur le terrain. Dans le cas de la Corée, l'amélioration notamment au

niveau du lycée s'est fait par l'ouverture au secteur privé, qui a formé près de la moitié des lycéens. Le secteur privé, sous contrat et sous contrôle de l'état, a permis d'être plus agile dans l'adoption de méthodes d'enseignement et de programmes les plus efficaces, en instaurant une concurrence, saine, dans l'enseignement secondaire.

Nos pistes de réflexion :

Faire de l'amélioration des résultats et des classements à l'enquête PISA un objectif prioritaire ; intégrer en particulier le top 15 ne paraît pas un objectif inatteignable sur le long terme, l'amélioration des résultats aux tests étant corrélé à un fort développement économique

#3 : Un système de bourses, d'aides, de coaching, d'orientation et de tutorat pour les lycéens les plus défavorisés dans l'objectif de faciliter l'accès à l'université des moins favorisés

Le problème structurel du Vietnam est dans l'accessibilité au lycée et à l'université. Les classes les plus pauvres ont une probabilité beaucoup plus grande d'arrêter leurs études avant la terminale, et sont très peu nombreuses à intégrer l'université. Outre le coût de la scolarité,

qui est l'une des raisons principales à l'arrêt des études, nous constatons que l'accompagnement et l'orientation manquent pour les moins aisés du Vietnam. Il est normal pour les enfants des zones pauvres, loin métropoles ou des bons établissements scolaires, de

ne pas accéder à des études supérieures, et à travailler à des emplois faiblement qualifiés lorsqu'ils finissent le collège. Beaucoup de nos étudiants, très talentueux, avec des résultats scolaires très satisfaisants, n'intègrent les études supérieures que dans un environnement comme le centre de Phu Thong, où des personnels aidant les conseillent, les coachent, les encadrent. Nous sommes persuadés, à DucSonChild, que l'environnement joue un rôle majeur ; être dans un centre où il devient normal d'aller à l'université, évoluer dans des lycées du centre et plus prestigieux, a permis à notre centre d'atteindre des taux très élevés d'intégration à l'université.

Le premier pas est de faire de l'accessibilité, notamment pour les plus pauvres, un objectif. Le plan de 2025 sur l'éducation va dans ce sens ; cependant nous estimons qu'il reste très insuffisant. Par exemple, nos étudiants boursiers actuels ne rentrent dans la grande majorité dans aucune des cases ; ils ne bénéficient pas ou très peu des bourses publiques. Ils sont pourtant très pauvres, très défavorisés, et ne sont pas prédestinés par leur milieu social à faire des études supérieures. Il faudrait



des objectifs concrets pour l'accession à l'université pour les quartile ou quintile les plus pauvres (pour ceux-ci, l'accès au lycée ou à l'université, nous l'avons vu est très faible). Ces objectifs de fait donneraient au personnel éducatif (nous y incluons personnels dans le ministère de l'éducation et de la formation (MOET), département de l'éducation au niveau de la province (DOET), responsables d'université ou professeurs des collèges et des lycées) une motivation supplémentaire pour accroître l'accessibilité pour les plus pauvres. Ces objectifs peuvent être plus ou

moins contraignants, le cas échéant se présenter sous forme de quotas minimum.

Il faut ici évoquer le problème des cours de tutorat, une quasi-obligation pour intégrer l'université. Nous estimons qu'il faut déboursier 1,200,000 VND par mois, pour des cours particuliers en trois matières pour avoir une chance raisonnable de réussir le concours à l'université. Il y a de fait une sélection par l'argent : les lycéens qui ne peuvent se payer les cours particuliers n'ont qu'une chance très faible de passer le concours à l'université. Il est difficile de mettre fin en l'état à ce système, qui est devenu une habitude largement ancrée dans le système éducatif vietnamien. Il est accepté par les élèves, les parents et les professeurs comme faisant partie du système. Une solution, à court terme pourrait être de dispenser un système de prêt éducatif ou de bourses pour les enfants en fonction du revenu des parents au lycée. Il peut se voir comme un prêt pour les enfants en terminale, pour la préparation de leur concours. Sur le million d'étudiants en terminale (en 2024), un tel dispositif coûterait à l'année entre 50 et 80 millions de dollars (il serait

destiné aux quartile ou quintile les plus pauvres, soit 150,000 à 200,000 élèves, à hauteur de 200 à 400 euros par an par élève, pour l'année de terminale et pour la préparation au concours) – il permettrait d'accroître l'accessibilité des filières universitaires pour les plus pauvres. Il peut s'accompagner, comme nous essayons de le faire, d'un engagement civique des étudiants boursiers à aider et à tutorer en retour des élèves lycéens ou collégiens, plus tard. Nous pensons qu'un tel dispositif peut grandement faciliter l'accès au lycée puis à l'université des étudiants les plus pauvres.

Nos pistes de réflexion :

- Fixer des objectifs concrets en termes d'accessibilité au lycée et au filière supérieure pour les plus quartiles et quintiles les plus pauvres ; considérer le cas échéant des quotas minimum par province pour les étudiants les plus pauvres
- Considérer dispenser une bourse scolaire, au moins pour les élèves de terminale – la bourse pourrait être de 200 à 400 euros par an pour ces étudiants boursiers. Elle peut être indexée à une contrepartie de service civique (tutorat, aide aux plus jeunes, maintenant ou plus tard)

#4 : Un système de bourses et de prêt à taux préférentiel, garanti par l'état pour l'ensemble des étudiants

De toutes nos recommandations, celle-ci nous paraît la plus fondamentale. L'explosion des frais de scolarité à l'université et dans le supérieur a causé un nombre élevé d'abandons de scolarité, ou de renoncement à l'université. Nous avons constaté un abandon de la part de 20% de nos étudiants sur une promotion, l'année où les frais ont été augmentés de plus de 15%. Nos étudiants sont représentatifs des

De toutes nos recommandations, celle-ci nous paraît la plus fondamentale. L'explosion des frais de scolarité à l'université et dans le supérieur a causé un nombre élevé d'abandons de scolarité, ou de renoncement à l'université. Nous avons constaté un abandon de la part de 20% de nos étudiants sur une promotion, l'année où les frais ont été augmentés de plus de 15%. Nos étudiants sont représentatifs des tranches les plus pauvres et des plus démunis : nous pouvons inférer que cette





De toutes nos recommandations, celle-ci nous paraît la plus fondamentale. L'explosion des frais de scolarité à l'université et dans le supérieur a causé un nombre élevé d'abandons de scolarité, ou de renoncement à l'université. Nous avons constaté un abandon de la part de 20% de nos étudiants sur une promotion, l'année où les frais ont été augmentés de plus de 15%. Nos étudiants sont représentatifs des tranches les plus pauvres et des plus démunis : nous pouvons inférer que cette hausse a eu un effet au moins aussi important sur les autres étudiants parmi

les plus pauvres (qui par ailleurs ne bénéficient pas des bourses que nous délivrons). De tels niveaux de scolarité sont une barrière rédhibitoire pour les plus pauvres : sans aide financière de tels montants (disons 800 euros par an / 20 millions par an) les frais de scolarité représentent plus que ce que gagne une famille pauvre sur un ou deux ans (elle doit évidemment en dépenser une grande partie en dépenses essentielles).

De telles hausses vont à l'encontre de l'accessibilité en éducation la plus

élémentaire. Nous proposons un système de bourses ou de co-financement de l'éducation pour les plus pauvres, essentiel pour permettre aux plus pauvres, qui ont réussi le concours, de pouvoir accéder à la formation qu'ils méritent. Elles pourraient prendre plusieurs formes, dont nous donnons ici des exemples sur la base de ce qui se fait sur d'autres pays.

Une option est de financer et de payer via l'état ou les provinces directement aux universités le coût de scolarité des enfants dans les universités publiques.

Ce système pourrait être partiel ou total, suivant les ressources des parents (par exemple : total pour les familles dont les revenus sont inférieurs à 30 millions / mille euros par an, et partiel, à hauteur de 50% pour celles qui gagnent entre 30 et 45 millions / 1000 et 1500, et de 25% pour celles entre quarante-cinq et soixante millions / 1500 et 2000 euros).

Ce système par ailleurs peut être soit sous forme de bourses, directement dispensées à l'université, ou de prêts à taux zéro, remboursables par l'étudiant à l'université une fois son diplôme en poche. Pour nos

étudiants, avec un salaire de sortie de 7 à 8 millions par mois, qui progresse relativement rapidement à 10 millions, rembourser entre 1 et 2 millions par mois permet de rembourser le prêt étudiant en 4 ou 5 ans. Une combinaison de bourses et de remboursements paraît une solution facile à mettre en place. Il existe des bourses actuellement : mais elles sont trop modestes, laissent de côté beaucoup trop de démunis (la plupart de nos étudiants n'ont droit à aucune bourse de l'état).

Evidemment, dans un pays comme le Vietnam, où le travail informel est la majorité, l'évaluation des ressources des familles sera un enjeu, qui pourrait nécessiter des ressources et des travailleurs dédiés. Cette barrière ne doit cependant pour nous en aucun cas constituer un prétexte pour ne pas mettre en place un système de bourses.

Le coût de celui-ci est relativement modeste. Les deux quintiles les plus pauvres représentent entre 10 et 15% des étudiants, sur le total de 2 millions d'étudiants du pays. Cela représente 300,000 étudiants



potentiellement boursiers, 100,000 boursiers bénéficiant de 100% de couverture des frais de scolarité, 100,000 bénéficiant de 50%, 100,000 bénéficiant de 25% de couverture. En prenant l'hypothèse de frais de 50 millions par an (1300 euros) les coûts d'un tel dispositif sont de 208 millions par an.

Celui se rembourse presque de lui-même, sur le moyen et long terme : selon les statistiques officielles du gouvernement, un employé sans qualification gagne 7 millions, un employé avec un diplôme universitaire 11 millions en moyenne. Outre le gain sur la productivité du pays et sur la contribution

supérieure d'un travailleur qualifié, une différence de 4 millions par mois représente, au minimum un gain sur les impôts payés (sur les impôts sur le revenu). Un travailleur non qualifié paye entre 5 et 6 millions d'impôt en théorie, sans doute moins parce qu'il s'agit d'emploi souvent sans contrat, un travailleur diplômé paye lui entre 10 millions d'impôt en moyenne par an. En reprenant nos 300,000 boursiers potentiels, les impôts additionnels collectés serait de 190 dollars par an x 300,000 boursiers, soit 57 millions de gain par an. Il faudrait alors en théorie moins de quatre de fois pour financer le dispositif, dans le cas de bourses et non de prêts.

Nos pistes de réflexion :

- Réfléchir un système de financement des études supérieures, soit directement par l'état / les provinces, déboursé directement aux universités qui recrutent des étudiants pauvres. Ces bourses doivent cibler les quintiles de revenus les plus bas, avec éventuellement un système dégressif de bourses / de financement.

#5 : Un système de partenariat en forme d'apprentissage avec les employeurs pour financer en partie les études

Une piste permet d'élargir la réflexion sur la recommandation précédente : le paiement de la formation supérieure peut se faire (en partie) par les entreprises, sur un système comparable à celui du contrat d'apprentissage. La formation universitaire vietnamienne actuelle comprend peu de stages ou d'expériences professionnelles. Inclure des périodes plus longues d'expériences professionnelles

pendant le curriculum permet une exposition et une intégration du secteur privé et des employeurs à la formation universitaire. Celui peut se faire entre la troisième et la quatrième année de scolarité de l'étudiant (ou lors de l'avant dernière année de formation). Par ce système, il peut être proposé aux universités intéressées par le recrutement d'un stagiaire de payer la quatrième année ou une partie des



études du stagiaire, amené à devenir un futur employé.

Dans une logique plus développée d'apprentissage, la formation peut se faire en alternance, et à charge dans le système français à l'entreprise de payer les études du futur travailleur (qui s'engage alors à un certain nombre d'années travaillées pour l'entreprise, auquel cas il doit rembourser à l'entreprise le coût de la scolarité). Il est possible d'imaginer pour ce système une phase de test ou pilote en impliquant d'abord un panel de grandes entreprises, locales et étrangères, pour lancer le dispositif. Nous sommes persuadés qu'elles seront intéressées dans la perspective de recruter des travailleurs formés et compétents, et permettrait de tester le système dans une phase pilote. Ce système peut permettre, de fait, une plus grande intégration du secteur privé dans la formation des étudiants et des futurs travailleurs ; il peut permettre d'équiper les jeunes diplômés vietnamiens dans les premiers pas dans le monde professionnel, en les rendant plus aptes à ses réalités. Il s'agit là, nous l'avons vu, d'une faiblesse structurelle de l'université vietnamienne. L'implication plus grande du secteur privé avec les universités vietnamiennes permettraient de fait à la fois d'élargir la réflexion sur le

financement de l'université et de rendre celle-ci plus compétitive dans l'optique d'une compétition mondiale.

Nos pistes de réflexion :

- Mettre en place un système de partenariat entre l'université et le secteur privé, qui pourrait alors payer en partie les études des étudiants que les entreprises privées voudraient recruter.
- Le système peut être testé dans une phase pilote par un panel de grandes entreprises, qui ont un besoin de recrutement en jeunes diplômés importants chaque année

#6 - Une plus grande flexibilité et ouverture pour les programmes éducatifs, en particulier universitaires

Les méthodes d'enseignement, la formation des enseignants au début ou cours de leur carrière, restent largement centralisées et le fait du ministère de l'éducation et de la formation. Cette centralisation se trouve efficace en primaire et au collège, elle paraît inefficace à mesure qu'on avance dans la scolarité des enfants. En particulier au niveau de l'université, la décentralisation et l'agilité dans la construction des curriculums paraît plus efficace que la centralisation actuelle. Au niveau même du lycée, en reprenant l'exemple de

Singapour, la réforme initiée dans la décennie des années 1980, a consisté en une plus grande autonomie pour les lycées, et par des tables rondes, consultations, travail de terrain auprès des professeurs, pour étudier les méthodes qui marchent en fonction des disciplines. L'agilité dans la construction du meilleur curriculum éducatif, pour permettre d'atteindre les objectifs éducatifs fixés, ont été au cœur du plan d'éducation de Singapour.

Au niveau de l'université, la liberté des curriculum et des programmes devraient être une évolution naturelle après qu'elles



ont obtenu l'indépendance financière. Cette agilité paraît une clé essentielle pour rendre celles-ci plus compétitives, plus efficaces dans la tâche éducative. Cette agilité doit permettre la modification rapide des curriculums en fonction, par exemple des progrès ou des innovations dans une discipline. Nous donnons un exemple concret : dans les cours d'économie des étudiants, trop peu est consacré aux travaux les plus récents (l'économie est une discipline jeune et en constante évolution), trop est consacré à l'étude de textes théoriques, parfois anciens et rédigés il y a plus d'un siècle, qu'il faut connaître, nous ne le nions aucunement, mais qu'il faut compléter pour une formation économique exhaustive. Le curriculum en économie actuel fait que nous ne disposons pas d'économistes de renom au niveau international au Vietnam – l'exemple de l'économie peut être étendu à bien d'autres disciplines.

Nos pistes de réflexion :

- Au lycée, et dans l'optique de vouloir améliorer le score au test PISA, considérer organiser des consultations et tables rondes



regroupant professeurs de lycées, enseignants, personnels éducatifs pour réfléchir sur la manière d'efficacement améliorer la performance du système éducatif, sur les curriculums, sur les méthodes

- Pour les universités, réfléchir à une plus grande autonomie éducative dans la logique d'une compétition internationale ; celle-ci permettrait une plus grande réactivité et agilité dans un monde mouvant

CHAPITRE IV

TÉMOIGNAGES DE NOS ÉLÈVES



IV - TÉMOIGNAGES DE NOS ÉLÈVES

Pour conclure ce livre blanc, nous avons choisi de rassembler des témoignages d'élèves, anciens et actuels, au fil des années. Ce sont des exemples concrets de l'impact qu'une bourse peut avoir. Ces enfants viennent de milieux très pauvres, certains sont orphelins ; ils ont étudié dans notre centre à Phú Thọ et nous les avons

parrainés du collège jusqu'à l'université. Nous avons aidé plus de 100 élèves au fil des années ; il reste cependant dans le pays beaucoup d'enfants méritants qui n'ont pas pu être soutenus comme il le faudrait. Nous espérons que ce livre blanc contribuera à faire avancer la réflexion vers des politiques éducatives plus inclusives.

« **À l'avenir, je veux devenir moi-même parrain**, pour aider les enfants pauvres de Phú Thọ et du Vietnam. Je retournerai à Phú Thọ pour organiser





des activités et faire des dons pour les enfants, comme mes parrains l'ont fait pour moi. Je pense que les enfants doivent grandir dans un bon environnement, avec une bonne éducation, pour devenir des personnes accomplies. Je remercie les donateurs en France, en Australie, aux États-Unis et au Vietnam. Vous avez changé ma vie et celle de nombreux enfants au Vietnam. Avec tout mon respect, je suis immensément reconnaissant et heureux d'avoir été un enfant parrainé. Je vous souhaite santé et bonheur. Merci ! »

« **Mon père est décédé il y a 13 ans, emporté par les terribles inondations dans la province de Hué cette année-là.** Il était le principal soutien financier de notre famille ; ce jour-là, alors que je n'avais que 9 ans, mon monde et ma famille se sont effondrés. Ma mère, auparavant femme au foyer, a dû devenir le pilier du foyer, subvenant aux besoins financiers tout en élevant au mieux les plus jeunes. Consciente de nos difficultés, j'ai toujours essayé d'étudier et d'aider ma famille à sortir de la pauvreté. Mon frère a quitté l'école en classe de seconde pour

travailler et soutenir la famille. Quant à moi, ma mère m'a encouragée à poursuivre des études universitaires pour pouvoir, plus tard, aider les miens. Mais le coût des études était trop élevé ; je savais que la route serait longue et que mon ambition d'aller à l'université risquait de ne pas se réaliser. Être accueillie par le centre de Phú Thọ đã changed le cours de ma vie. De la terminale jusqu'à l'examen d'entrée à l'université, je suis restée au centre. À Phú Thọ đã, j'ai été nourrie, éduquée et soutenue par l'équipe. On peut dire que le centre de Phú Thọ đã a changé ma vie. Après mon diplôme et une fois un emploi stable obtenu, je veux aider un élève défavorisé de Phú Thọ đã. Un jour, j'aimerais parrainer un élève jusqu'à sa remise de

diplôme, comme mes parrains l'ont fait pour moi. Par la présente, j'exprime ma profonde gratitude aux donateurs et parrains en France et dans le monde, ainsi qu'au personnel de Phú Thọ qui m'a accompagnée tout au long de mon parcours. Je n'oublierai jamais votre générosité. »

« **En 2017, mon père est décédé dans un accident de moto.** Notre famille compte quatre membres : ma mère, ma sœur aînée, mon frère aîné et moi. Actuellement, ma sœur est en cinquième année à l'Université de Médecine et de Pharmacie de Huế, et mon frère est en troisième année à l'Université des Sciences et Technologies de Đà Nẵng. Quand mon père était





encore en vie, mes parents travaillaient très dur chaque jour pour joindre les deux bouts. Après son décès, ma mère a dû travailler jour et nuit, et mes deux aînés ont pris des petits boulots après l'école pour alléger son fardeau. Heureusement, lorsque j'étais en première, j'ai été admise à Phú Thượng après que l'équipe a pris connaissance de notre situation. Ma famille et moi sommes très reconnaissants pour tout ce que Phú Thượng et son personnel ont fait pour moi. Sans leur soutien précieux, je n'en serais pas là aujourd'hui. Après le bac, j'ai donné tous

mes supports de cours aux élèves plus jeunes de Phú Thượng afin qu'ils disposent de bonnes ressources pour étudier. Je suis prête à aider les élèves du foyer (Nhà Bảo Trợ) en mathématiques, qui est mon point fort. Je pense qu'après mon diplôme de médecine et dès que j'en aurai les moyens, je consacrerai une partie de mon salaire à l'achat de livres et de fournitures scolaires pour les élèves au début de chaque année. »

—

« Après l'université, j'espère pouvoir travailler dans un centre de recherche en biologie afin d'apporter davantage aux agriculteurs pauvres du Vietnam.

Le centre de Phú Thọ m'a permis de poursuivre mes études, m'a offert les meilleures conditions pour me concentrer sur mon travail scolaire et m'a appris les compétences nécessaires pour vivre de façon autonome. Plus tard, je promets de contribuer financièrement au fonds de soutien du centre pour les enfants pauvres et défavorisés, de partager mon

expérience et de conseiller les élèves pour qu'ils choisissent la voie qui leur convient, ainsi que de participer aux activités de bénévolat organisées par l'école ou par le centre. »

—
« Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude aux donateurs et parrains qui ont soutenu et accompagné Nhà Bảo Trợ Phú Thọ et nous tous durant ce temps. J'ai grandi sans mon père, ma mère a toujours veillé sur moi et s'est assurée que je



reçoive une éducation complète. Je vis chez ma grand-mère depuis l'âge de 2 ans. Comme elle était malade, que la maison était délabrée et que ma mère travaillait loin, mon oncle m'a recommandé à Nhà Bảo Trợ Phú Thọ (notre foyer pour enfants démunis) pour que je puisse poursuivre mes études et avoir un lieu de vie. Je me sens extrêmement chanceux d'avoir vécu et étudié ici. »

—

« **Honnêtement, sans Nhà Bảo Trợ Phú Thọ, je ne serais probablement pas la personne que je suis aujourd'hui.** Cet endroit m'a vraiment beaucoup aidé. Je suis très reconnaissant envers le personnel, qui m'a beaucoup soutenu. Ils m'ont appris à devenir une bonne personne, m'ont offert un toit et ont pris en charge tous mes frais d'études. Grâce à eux, j'ai pu entrer à l'université. Je me sens toujours chanceux et reconnaissant d'avoir eu l'opportunité de vivre à Phú Thọ. Je chéris ce que j'ai eu et ce que j'ai, c'est pourquoi revenir aider les élèves de Nhà Bảo Trợ Phú Thọ et les enfants pauvres au Vietnam est pour moi une certitude. J'économiserai un peu d'argent pour aider les enfants de

la Maison de Protection et j'encouragerai aussi mes camarades à lever des fonds pour les soutenir. Je veux également offrir un peu de ma jeunesse à la communauté en participant à des clubs de bénévolat et en enseignant l'anglais aux enfants défavorisés lorsque j'en aurai le temps. »

—

« **Mon père est agriculteur. Ma mère est décédée d'une grave maladie il y a quelques années.** Je suis extrêmement reconnaissante à l'Association DucSonChild pour la bourse qu'elle m'a accordée au fil des ans. Le soutien de DucSonChild m'a donné l'opportunité d'aller à l'école et de poursuivre mon rêve de devenir infirmière, au service de ma famille et de la communauté. J'ai utilisé l'intégralité de l'aide pour payer les frais de scolarité, acheter des livres et me consacrer à mes études. Pendant la période difficile du Covid-19, grâce aux dons des donateurs, j'ai pu surmonter les moments les plus durs et continuer l'école. Chaque fois que j'ai du temps libre, je rends visite aux enfants de Phú Thọ pour les

aider dans leurs études. Nous discutons et je les encourage toujours à considérer leur situation difficile comme des obstacles qu'ils peuvent franchir sur le chemin de l'âge adulte. Nous sommes une famille et prêts à nous entraider. Je pensais être l'enfant la plus malchanceuse, jusqu'à ce que je rencontre beaucoup d'autres enfants encore plus démunis que moi. J'espère que les enfants pauvres n'abandonneront jamais leurs rêves et s'efforceront toujours de surmonter les défis. Les gens de bien sont partout autour de nous, et la chance vient à ceux qui n'abandonnent jamais. »

—

« **Ma mère est âgée et souvent malade, donc les revenus de notre famille sont assez modestes et incertains.** Durant mes quatre années d'université, j'ai eu la grande chance d'être soutenu par DucSonChild, qui a pris en charge mes frais de scolarité et d'autres dépenses. Grâce à cette aide, j'ai pu subvenir à mes besoins et alléger le fardeau de ma mère. Je pense que, pour ne pas décevoir les donateurs, je dois être une bonne personne et aider ceux qui vivent des situations semblables à la mienne. Pour les enfants de Nhà Bảo Trợ Phú Thượng, je reviendrai et les soutiendrai

dans la mesure de mes moyens. »

—

« **Au départ, je rêvais d'étudier à l'Université des Sciences et Technologies de Đà Nẵng,** et j'ai obtenu la note requise en terminale. Cependant, en raison de la situation financière de ma famille, j'ai décidé de rester à Huế, où les frais de scolarité sont plus abordables. Je crois que ce choix est réaliste et m'offre encore de belles perspectives. J'adresse mes sincères remerciements aux donateurs en France pour leur généreux soutien. Leur aide donne à moi-même et à de nombreux étudiants la possibilité de poursuivre nos études et nos rêves. Je promets d'étudier avec assiduité, de m'améliorer et de saisir cette opportunité pour construire un avenir meilleur. Merci infiniment de croire en nous. »

NOTE DES REDACTEURS ET DE DUCSONCHILD

L'objectif de notre livre blanc est d'offrir quelques perspectives nouvelles sur les enjeux de l'éducation au Vietnam. Nous partageons quelques pistes de réflexion, que nous savons incomplètes. Nous aurions voulu creuser plus en détails certains des points que nous évoquons, par exemple sur la suggestion de réforme de la formation des personnels enseignants, sur la plus grande intégration entre les universités et le secteur privé, ou sur les mesures qui permettraient une plus grande accessibilité aux enfants les plus pauvres.

Il s'adresse à une grande audience :

- aux décideurs, aux personnels éducatifs au Vietnam, il veut élargir les pistes de réflexion, en incluant les expériences de terrain et les cas illustratifs d'autres pays ; il veut sensibiliser à ce que sur le terrain une plus grande accessibilité en éducation peut accomplir, dans la lutte contre la pauvreté ;

- pour nos donateurs, nous voulons donner une perspective plus générale de l'éducation, et expliquer comment nos actions, qui ne sont possibles que par votre support fidèle, s'inscrivent dans un cadre plus global ;

- pour nos élèves et étudiants, il vise à rappeler ce pourquoi une organisation comme la nôtre existe.

Notre livre blanc ne vise pas à l'exhaustivité, nous regrettons de n'avoir pas eu l'occasion ou le temps d'une enquête plus poussée ou d'entretiens plus longs avec les personnels enseignants, les employeurs, ou les experts en éducation au Vietnam ou en dehors, nous regrettons également de n'avoir pas eu le temps de développer plus en détails les exemples et enseignements d'autres pays. Le présent livre blanc présente le point de vue de notre organisation, largement centrée sur notre expérience et notre vécu sur le terrain. Nous réfléchirons à élargir certains sujets présentés ici dans

d'éventuelles et futures itérations de ce livre blanc.

Nous diffusons gratuitement notre livre blanc, en trois langues, Vietnamien, Français, Anglais, directement et librement téléchargeable sur notre site. Nous espérons que les pistes de réflexion que nous évoquons permettront d'élargir la réflexion sur l'éducation au Vietnam, dans le but d'une amélioration de la performance globale comme de son accessibilité. Notre association vit des dons et

soutiens de généreux donateurs. Si ce le livre blanc vous a été utile, nous vous demandons deux faveurs : partagez-le, et prenez s'il vous plait le temps d'effectuer une donation. L'intégralité sera utilisée pour nos activités sociales et humanitaires. Nous adressons nos remerciements les plus généreux à tous les bénévoles qui ont participé à l'élaboration de ce livre blanc

Ce travail a été rédigé à l'origine en français, puis traduit en anglais et en vietnamien avec l'aide de l'intelligence artificielle (IA). Toutes les traductions ont été vérifiées par les auteurs afin d'en garantir la précision, la clarté et la lisibilité.



Source and references

[1] (source) : <https://cae-eco.fr/Education-et-croissance>)

[2] (source : https://hanushek.stanford.edu/sites/default/files/publications/Hanushek%2BWoessmann%202020%20Education_knowledge%20capital_and_economic%20growth.pdf)

[3] (source : <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/217a6a99-9687-5481-8d02-01e4e5d8ff99/content>)

[4] (source : <https://blogs.worldbank.org/en/psd/joseph-stiglitz-creating-learning-society-and-implications-industrial-policy>)

[5] (Source : https://www.researchgate.net/publication/381537481_CHALLENGES_TO_THE_HIGHER_EDUCATION_OF_VIETNAM_IN_THE_TIME_OF_INTERNATIONAL_INTEGRATION)

[6] (source : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/347431588175259657/pdf/Improving-the-Performance-of-Higher-Education-in-Vietnam-Strategic-Priorities-and-Policy-Options.pdf>.)



About Ducsonchild

Officiellement créée en 2011, Duc Son Child est une organisation humanitaire dont l'objectif est de contribuer au développement du Vietnam, et plus particulièrement de la **ville de Hué**. Pour y parvenir, nous avons choisi de concentrer notre action sur les enfants les plus jeunes et les plus vulnérables, en travaillant en partenariat avec des orphelinats et des foyers accueillant des enfants défavorisés dans la ville.

Pour ces enfants, nous avons mis en place un programme de bourses scolaires, et nous apportons également un soutien ponctuel à d'autres orphelinats et foyers.

À Duc Son Child, nous croyons que l'éducation est la clé pour offrir un soutien durable à ces enfants. Notre objectif est de leur fournir l'accompagnement nécessaire afin qu'ils puissent poursuivre leurs études.

Tout au long de l'année, nous menons différentes actions de collecte de fonds afin d'attirer des donateurs. **Les fonds récoltés financent notre programme de bourses et contribuent au soutien de nos orphelinats et foyers partenaires.** Par ailleurs, nous organisons chaque été des missions humanitaires avec une équipe de bénévoles désireux de consacrer une partie de leur temps aux enfants de nos centres.

Notre association est composée exclusivement de bénévoles, qui participent à la collecte de fonds et aux missions humanitaires. Le bureau exécutif est chargé des aspects administratifs, du suivi des bourses, de l'organisation des projets sur place, ainsi que du lien avec les différents foyers et orphelinats.

La majorité de nos membres est basée en France (notre siège se situe à Créteil), tandis que le reste se trouve au Vietnam, en collaboration étroite avec les orphelinats et foyers. Cette proximité est précieuse pour la gestion quotidienne de nos projets.

L'orphelinat Duc Son a été le premier foyer avec lequel nous avons mis en œuvre notre programme de bourses. Au départ, nous travaillions exclusivement avec ce centre et ses 140 enfants. Au fil des années, nous avons rapidement décidé d'élargir notre action (et notre programme de bourses) à d'autres structures de la région.

LINK TO OUR WEBSITE

<https://www.ducsonchild.com>

LINK FOR A DONATION

<https://www.ducsonchild.com/dons>



At DSC, we believe education can shape a better future

Un immense merci pour votre générosité et votre engagement !

Grâce à vous, nous pouvons offrir aux enfants un avenir plus lumineux.

Votre aide fait une réelle différence, et nous sommes profondément reconnaissants de vous avoir à nos côtés

***Avec toute notre gratitude
L'équipe de DSC***

A huge thank you for your generosity and commitment!

Thanks to you, we can offer children a brighter future.

Your support truly makes a difference, and we are deeply grateful to have you by our side.

***With all our gratitude,
DSC team***

Xin chân thành cảm ơn sự rộng lượng và tận tâm của bạn!

Nhờ có bạn, chúng tôi có thể mang đến cho các em nhỏ một tương lai tươi sáng hơn.

Sự giúp đỡ của bạn thực sự tạo nên khác biệt, và chúng tôi vô cùng biết ơn khi có bạn đồng hành.

***Với tất cả lòng biết ơn,
hội/nhóm DSC***

